

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2023
Perspectives 2024

N° 546 - Janvier 2024

Économie de l'élevage



2023 : des fluctuations de prix à absorber, la production en net repli
2024 : de la résistance mais pas de rupture des tendances

- GROS BOVINS - Offre en recul
- BROUTARDS - Exportations en net recul dans un contexte de faibles disponibilités
- LE SECTEUR VEAUX DE BOUCHERIE - La chute des abattages a maintenu les cours
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Revenus en baisse, les charges progressent et les aides PAC diminuent

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage :

BERRUYER Mylène, BLANQUET Ilona, BONNET Maximin, BUCZINSKI Baptiste, DOUGUET Michel, DUFLLOT Boris, FUCHEY Hélène, HERVE-QUARTIER Virginie, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

BLACHON Aurélie, CHARROIN Thierry, ECHEVARRIA Laurence, MATHIEU Guillaume, PASSERIEUX Stéphane, BONNET Maximin, TRESCH Philippe ainsi que MARTIN Joël (CA 08) et GROSBOIS Christophe (CA 49).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. «La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AUGER Jean-Baptiste (CA 63), BAHIER Guillaume (CA 22), BALME Jean-Louis (CA 48), BENOITEAU Gaël (CA 44), BERGER Clémence (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUGAREL Francis (CA 03), BOYER Florian (CA 54), BOYER Julie (CA 05), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), BRISSON Stéphane (CA 42), CAPY Christophe (CA 19), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CHAZAL Béatrice (CA 01), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DROUVROY Léa (CA 52), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), FALENTIN Étienne (CA 02), FLORES Antoine (CA 04), GANGNERON Alexis (CA 81), GIRARDEAU Jennifer (CA Ile de France), GROSBOIS Christophe (CA 49),

GUERET Jean-Marie (CA 79), YVON Emeline (CA 55), HALTER Philippe (CA 43), JAY Maude (CA 56), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LARRIVIERE Géromine (CA 26), LEPPARD Geneviève (CA 11), LEPRON Estelle (CA 80), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MOULENES Denis (CA 88), MOURICHOU Laurie (CA 16), NAVEREAU Valentine (CA 21), OFFREDO Thierry (CA 22), PELISSIER Emeric (CA 48), PEREZ Pauline (BC 66), PEYRAT Elodie (CA 24), PLECHOT Romain (CA 32), ROBERT Justine (CA 18), RICHARD Aurore (CA 85), TARCHAOU Alice (CA 60), TERTRAIN Jean-Baptiste (CA 72), WELLER Jérémie (CA ALSACE), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

BOUSSANGE Bernard (CA 19), BRIAND Philippe (CRAB), COUPIN Manon (CRA PDL), DUBOUCHER Camille (CA 24), PEYRAT Elodie (CA 24), SOULACROIX Céline (CA 46).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire - Confédération Nationale de l'Élevage

2023 : des fluctuations de prix à absorber, la production en net repli

2024 : de la résistance mais pas de rupture des tendances

2023 a été d'une certaine manière une année d'absorption des chocs débutés en 2022. L'inflation, qui touchait surtout en 2022 les produits énergétiques puis alimentaires, s'est propagée dans le reste de l'économie et a affecté la demande des consommateurs. La baisse de consommation de viande bovine est significative en 2023 : -3,7% en France et - 2,9% en UE. Même chronologie du côté de l'offre : après un coup d'accélérateur en 2022, qui s'expliquait par la sécheresse et la hausse brutale des coûts, la décapitalisation s'est rapprochée du rythme tendanciel des 7 dernières années.

Les éleveurs ont en effet nettement moins réformé de vaches en 2023 qu'en 2022. Pour la deuxième année consécutive, le repli de l'offre est conséquent en gros bovins (-4,1%). Les taurillons ont mieux résisté, grâce à des mises à l'engraissement plus dynamiques en 2022-2023. Ce mouvement conjugué à des naissances en contraction conduit à un net repli des exportations de broutards (-7%). La production de veaux continue elle aussi de diminuer (-6%), les départs en retraite non remplacés et la demande atone ayant conduit à limiter les mises en place.

Les cotations des gros bovins, qui avaient fortement progressé en 2022, ont plafonné une bonne partie de 2023. Le prix moyen pondéré des gros bovins abattus progresse de seulement 4%. Les conformations les moins élevées, en vaches comme en JB, se sont érodées en fin d'année, tout comme les prix des broutards.

La résolution progressive des tensions sur les marchés des matières premières ne s'est pas traduite par un repli des charges en élevages en 2023. L'IPAMPA viande bovine est stable en moyenne sur l'année, seules les charges de carburants se replient. Les charges de structure sont en hausse notable, en particulier le coût des investissements matériels. Selon nos estimations, les revenus des éleveurs sont donc en sensible repli : ceux des naisseurs spécialisés sont en baisse moyenne de -13% à -16%, les naisseurs-engraisseurs de JB enregistrent une baisse de -21% et les producteurs de veaux sous la mère -28%. Les polyculteurs-éleveurs accusent en outre la baisse des prix des cultures de vente, et leurs revenus s'effondrent (de -57% à -76%) après une bonne année 2022. La mise en œuvre de la nouvelle PAC aura aussi impacté les revenus des éleveurs. Selon nos estimations, la baisse cumulée des aides découplées et couplées occasionnerait une baisse des aides PAC versées aux éleveurs de -4% à -10%.

En 2024 l'inflation aura certainement moins d'effets. Nous tablons sur un quasi-maintien de la consommation (-0,5%), et une baisse des abattages plus modérée qu'en 2022 et 2023 (-1,2%), non loin des estimations de la Commission pour l'ensemble de l'UE (-1,0%). Une nouvelle fois, la robustesse de la demande et les conséquences de la décapitalisation conduiront à un probable rebond des importations. Pas de rupture en vue non plus dans la dégradation du solde commercial...

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

34/ LE SECTEUR DU VEAU

Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

40/ LES PRÉVISIONS 2024

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

HIVER (janvier à mars)



1^{er} janvier :
Entrée en vigueur
de la **nouvelle
PAC.**



**Manque de JB finis en
Italie** dû à la baisse des
mise en place au prin-
temps-été 2022, ce qui
maintient les cours.



**Forte baisse
des naissances de veaux
de mère allaitante**
au printemps 2023 :
-10%/2022 en mars
et -8,3% en avril.

**Des prix records
pour les broutards**
repoussés vendus
au 1^{er} semestre.

Assurance prairie
Le nouveau dispositif
qui articule solidarité nationale
et assurance privée
entre en application.

**Les prix des matières premières ont entamé une
baisse début 2023.** Les cours des céréales ont
retrouvé en avril leurs niveaux de prix de la fin 2021,
avant l'invasion de l'Ukraine. En revanche, les cours
des tourteaux refluent moins vite et demeurent
relativement hauts. Le niveau de l'indice aliments
achetés de l'Ipampa bovins viande a commencé
à refluer à partir du printemps mais est resté
sur 2023 légèrement supérieur à 2022.



Printemps globalement arrosé et doux, favorable à la pousse de l'herbe.

PRINTEMPS (avril à juin)



Chute des prix des JB allemands
consécutive à la baisse du pouvoir d'achat et de la demande.



Mai : 1^{er} échange d'offre entre l'UE et l'Australie dans le cadre des négociations.
La Commission propose l'ouverture progressive du marché européen pour 24 000 t_{éc} de viande bovine australienne.

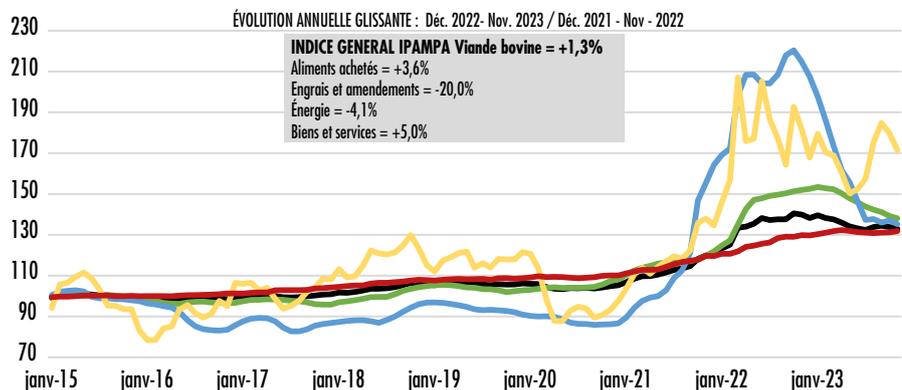


Pays-Bas :
ouverture de la plateforme de demande de rachat volontaire d'élevages par l'État, pour réduire les émissions d'azote en zone Natura 2000. Processus en cours, impact non mesurable à date.

IPAMPA VIANDE BOVINE

- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
- Aliments achetés
- Engrais et amendements
- Energie
- Biens et services

Indice 100 = 2015



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE - Base 100 = 2015

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

ÉTÉ (juillet à septembre)



Une production fourragère inégale

Été relativement arrosé au Nord,
plus sec dans la moitié sud.
Bonne année fourragère globale
mais la qualité n'est pas au rendez-vous.



Premiers cas de MHE
détectés dans le Sud-Ouest.



Algérie : Ouverture du marché
aux broutards français le 1^{er} septembre,
puis fermeture en fin de mois
pour cause de **MHE**.

Signature définitive de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande le 9 juillet.

Après ratification, un nouveau contingent de viande
bovine à droit réduit (75%) de 10 000 téc se mettra
progressivement en place en 7 ans.

Consommation de veau :
Les fortes chaleurs
de début d'automne
décalent la reprise automnale
à la fin octobre



Échec de la finalisation de l'accord UE/Mercosur en marge de la COP28 début décembre.

La signature définitive et le processus de ratification sont repoussés. Pour mémoire, l'application de l'accord entraînerait l'ouverture progressive du marché européen à 99 000 téc de viande bovine et réduirait le droit de douane du contingent hilton (20% actuellement) à 7,5%.

AUTOMNE (octobre à décembre)



Nouvelle PAC :

des montants unitaires révisés à la baisse par rapport au Plan Stratégique National (PSN).



Les tempêtes s'enchaînent :

Ciarán, Domingos et Frederico ont balayé une grande partie du territoire faisant d'importants dégâts.



Signature définitive de la modernisation de l'accord entre l'UE et le Chili le 13 décembre.

Après ratification, c'est un contingent de près de 5 000 téc qui sera ouvert à la viande bovine en provenance du Chili, remplaçant le contingent actuel de moins de 3 000 téc mais supprimant la hausse illimitée jusqu'ici de 100 téc par an.



Les sols gorgés d'eau empêchent les semis.

Quid des récoltes 2024 ?

Les cours des vaches laitières retrouvent leur baisse saisonnière après 2 années d'offre réduite par rapport à la demande qui avait permis de maintenir les prix.

Inondations :

Précipitations très abondantes sur le nord et l'ouest ainsi que sur les massifs de l'Est provoquant des crues et des inondations historiques sur le Pas-de-Calais notamment.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE



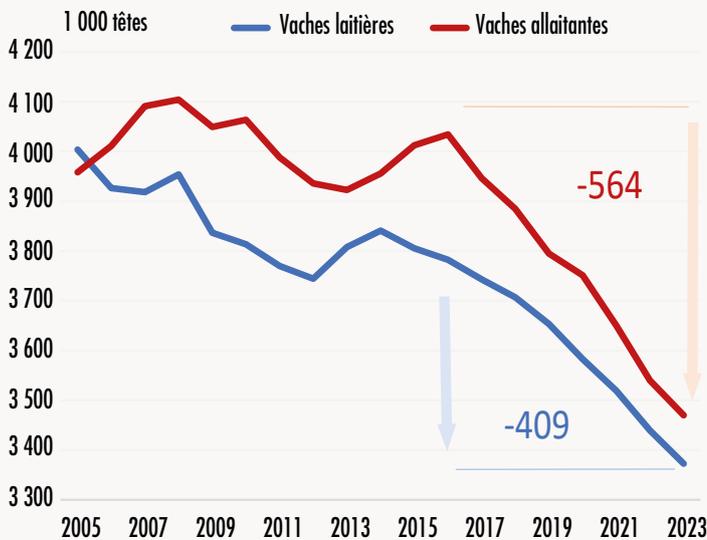
Offre en recul

La décapitalisation des cheptels laitiers et allaitants s'inscrit dans la durée, bien que son rythme se soit légèrement ralenti en 2023. Les abattages ont été en baisse pour toutes les catégories d'animaux à l'exception des jeunes bovins et des boeufs. Les prix des bovins finis se sont stabilisés en début d'année après la forte hausse de 2022, mais sous la pression de l'inflation, les cotations ont baissé en fin d'année, notamment pour les animaux les moins bien conformés. Les exportations ont reculé, ainsi que les importations, qui sont toutefois restées à un niveau élevé.

CHEPTEL 2023

EFFECTIFS DE VACHES EN FRANCE AU 1^{ER} DÉCEMBRE

En 7 ans, les cheptels laitier et allaitant ont perdu respectivement 409 000 et 564 000 vaches, soit près d'1 million de têtes au total.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après d'après SPIE-BDNI

- 973 000 têtes en 7 ans

C'est la baisse du nombre de vaches laitières et allaitantes en France entre fin 2016 et fin 2023.

Ralentissement de la décapitalisation

En 2023, les effectifs de vaches françaises ont poursuivi leur baisse, mais à un rythme moindre par rapport à 2022. Le cheptel laitier a ainsi perdu près de 67 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2022 et le 1^{er} décembre 2023 pour atteindre 3,37 millions de têtes (-1,9%/2022). Sur la même période, le cheptel de vaches allaitantes s'est réduit de 74 000 mères, à 3,47 millions de têtes fin 2023 (-2,1%/2022). Les baisses avaient été respectivement de 2,3 et 3,0% entre décembre 2021 et 2022.

La décapitalisation s'est donc légèrement ralentie en 2023, notamment en vaches allaitantes en lien avec la baisse des abattages de vaches type viande observée à partir du 2^{ème} trimestre. La mise en place de l'aide à l'UGB et les bonnes conditions climatiques du printemps, contribuent à expliquer ce ralentissement. De plus, les éleveurs avaient déjà réduit le nombre de vaches improductives pour retrouver de l'autonomie et faire face aux sécheresses successives des années précédentes.

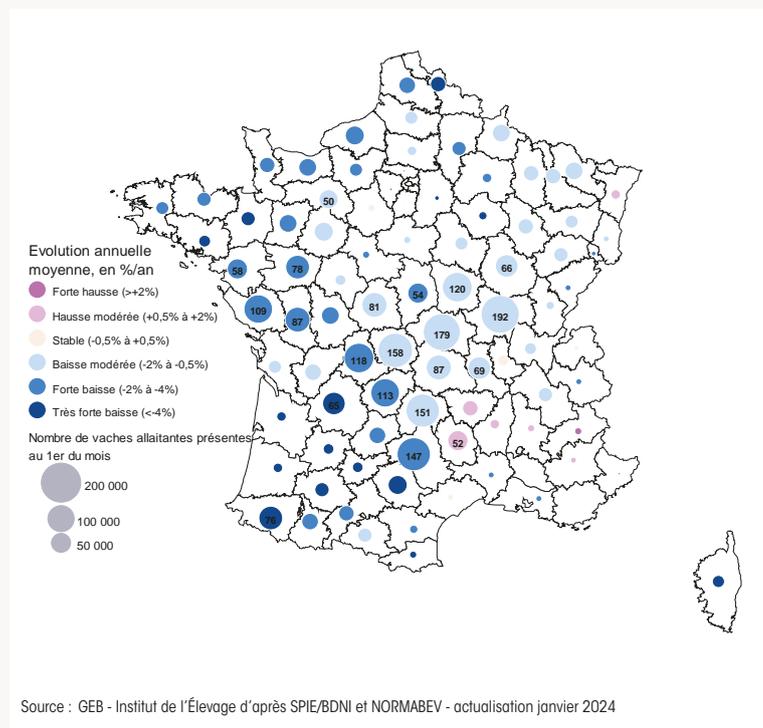
Ce recul a permis de ralentir la décapitalisation et a partiellement compensé la chute des entrées de génisses, limitant l'impact sur le produit viande des éleveurs dans le futur.

La décapitalisation du cheptel bovin français s'inscrit dans une tendance de moyen terme, dans un contexte de défis importants pour la filière bovine autour de l'installation et la transmission des élevages.

CHEPTEL 2023

VACHES ALLAITANTES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2023

En 2023, la décapitalisation allaitante s'est poursuivie dans la majorité des départements, mais à un rythme moins rapide qu'en 2022.



3,47 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2023

La décapitalisation du cheptel allaitant français se poursuit

Quasiment tous les départements français sont touchés par la décapitalisation du cheptel allaitant et ce, depuis plusieurs années. Son rythme a cependant ralenti en 2023. Dans les bassins allaitants du centre de la France, des baisses modérées sont observées. La Saône-et-Loire voit ainsi le nombre de têtes diminuer de -0,7%, le Cantal de -0,5% et l'Allier de -1,2%. En Vendée, la baisse est ramenée à -2,1% en 2023 alors qu'elle était supérieure à 4% en 2022. Les départements des Landes, de la Gironde et du Gers subissent les pertes de cheptel les plus importantes, autour de -6%. Des hausses modestes sont à noter en Lozère (+0,8%) et en Haute-Loire (+1,3%).

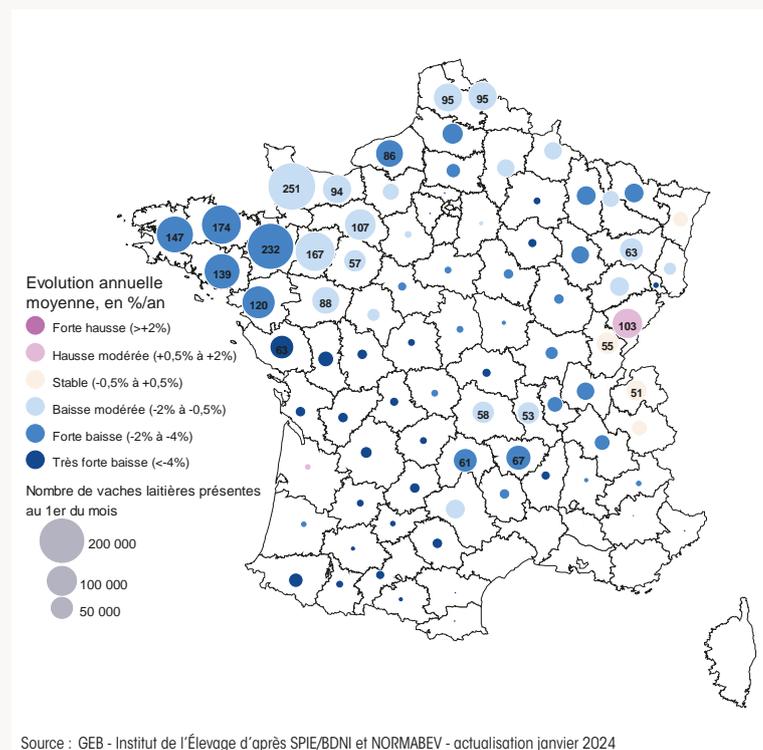
Ce ralentissement par rapport au rythme particulièrement rapide de 2022, s'explique par la baisse des réformes de vaches allaitantes depuis le printemps 2023. En cumul, les sorties de vaches type viande ont diminué de -7,9% en 2023 par rapport à 2022, tandis que les entrées de génisses de renouvellement ont reculé plus faiblement (-3%).

Naissances plus dynamiques à l'automne

En 2023, 3,3 millions de veaux sont nés de mères allaitantes (-4,2%/2022). La saisonnalité se modifie progressivement. Après une baisse importante au printemps (-10%/2022 en mars et -8,3% en avril), les naissances de veaux de mères allaitantes ont été dynamiques à partir de septembre, atténuant le recul des effectifs de veaux.

VACHES LAITIÈRES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2023

En 2023, le nombre de vaches laitières s'est réduit dans tous les territoires à l'exception notable du Doubs.



3,37 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2023.

Ralentissement de la baisse du cheptel laitier

En 2023, le nombre de vaches laitières s'est réduit dans la plupart des départements. Ces baisses sont toutefois inférieures à celles observées en 2022. La réduction du cheptel a ralenti au second semestre grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2022 qui ont permis de réduire fortement les réformes (-7,1%/2022). En parallèle, la hausse du prix du lait et la stabilisation des charges ont incité les éleveurs à conserver des animaux pour produire davantage.

Dans le détail, la décapitalisation est toujours marquée dans le Grand Ouest. La Bretagne a perdu un peu plus de 17 000 vaches (-2,4%/2022), les Pays de la Loire près de 9 500 (-1,8%/2022) et la Basse-Normandie subit une baisse un peu moindre que l'année précédente avec 5 300 têtes en moins (-1,2%/2022).

Le Nord-Pas-de-Calais, dont l'effectif laitier était resté stable à haussier jusqu'ici, subit une diminution de cheptel de -1,2%.

Dans le Jura, la Savoie et la Haute-Savoie, les effectifs sont stables, tandis que le Doubs est en hausse de 1,9%.

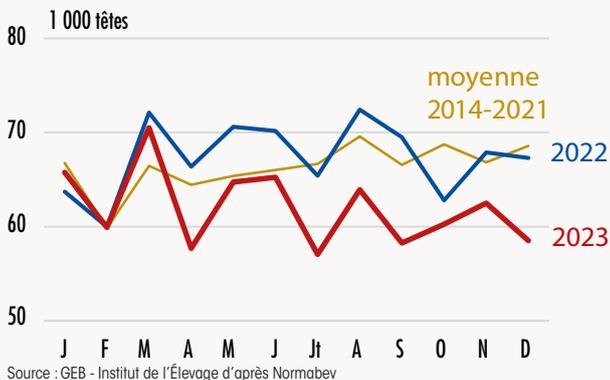
Augmentation de la part des veaux croisés

Les naissances de veaux de mères laitières sont en baisse de -3,4% par rapport à 2022, légèrement supérieures à 3,1 millions. La part des veaux croisés lait-viande a de nouveau augmenté en 2023. Ils ont représenté 25% des naissances de mères laitières (+2 points/2022).

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2023

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES DE TYPE VIANDE

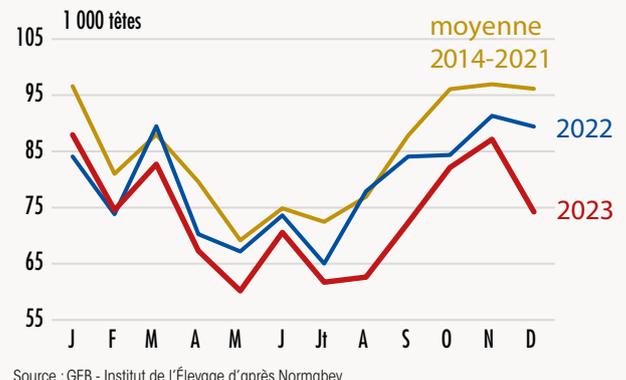


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes allaitantes ont fortement chuté en 2023 (-7,9% /2022).

Relativement modérée sur les 3 premiers mois de l'année, la baisse a été très marquée à partir d'avril. Ce fort recul résulte de la décapitalisation enregistrée les années précédentes. Par ailleurs les conditions climatiques plus clémentes qu'en 2022 ont permis aux éleveurs de réformer moins de vaches.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES

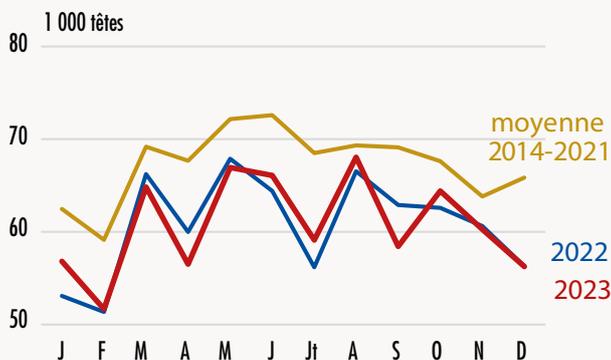


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes laitières ont de nouveau fortement baissé en 2023 (-7,1% /2022).

La baisse du nombre de génisses de renouvellement, alors que le prix du lait restait incitatif, a poussé les éleveurs à retarder les réformes. Les vaches laitières abattues en 2023 étaient ainsi en moyenne plus âgées de 18 jours que celles abattues en 2022.

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

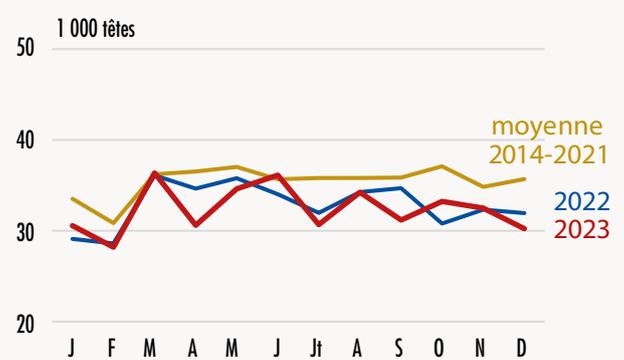


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons toutes races confondues ont été stables en 2023 après une forte baisse en 2022 (-5,3% /2021).

Dans le détail, les taurillons de type viande ont enregistré une hausse significative à 604 000 têtes (+2%/2022) grâce à des mises à l'engraissement plus dynamiques en 2022. Les jeunes bovins (JB) de type lait ont poursuivi leur déclin à 125 000 têtes (-9%/2022).

ABATTAGES MENSUELS DE GÉNISSES TOUTES RACES



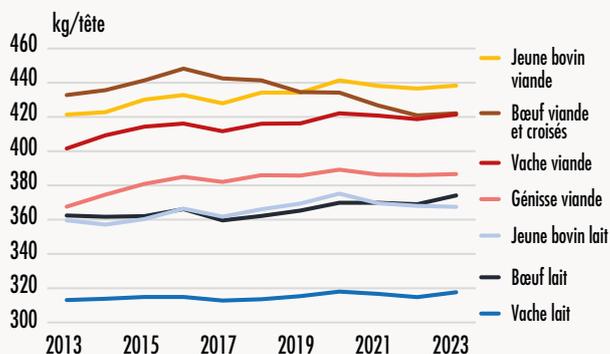
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de génisses toutes races confondues ont enregistré une légère baisse en 2023 (-1,5% /2022).

Cette baisse est moindre que celle du cheptel de vaches, ce qui montre un maintien relatif de la production de génisses. Les génisses permettent de répondre à la demande du marché français, grâce à une grande diversité de systèmes de production, dont certains à l'initiative de distributeurs.



POIDS DE CARCASSE ANNUELS MOYENS DES GROS BOVINS

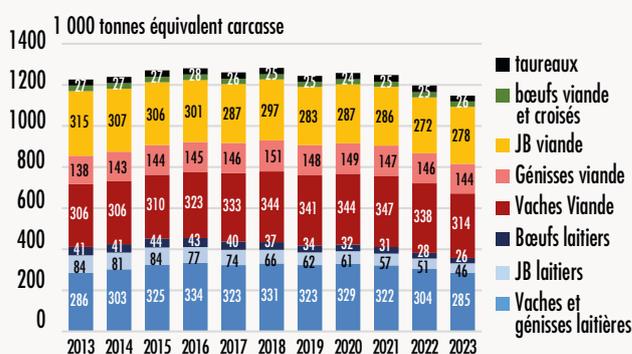


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après une baisse des poids de carcasse en 2022 liée à la sécheresse et la flambée des prix des aliments, 2023 a enregistré une hausse des poids pour quasiment toutes les catégories.

Les vaches de type viande ont pesé en moyenne 421 kg de carcasse (+0,7%/2022), les vaches laitières 318 kg (+0,9%), les JB viande 438 kg (+0,4%), les JB lait 368 kg (-0,2%) et les génisses viande 387 kg (+0,2%). Le poids moyen des bœufs de type viande et croisés s'est redressé à 422 kg (+0,3%).

ABATTAGES ANNUELS DE GROS BOVINS



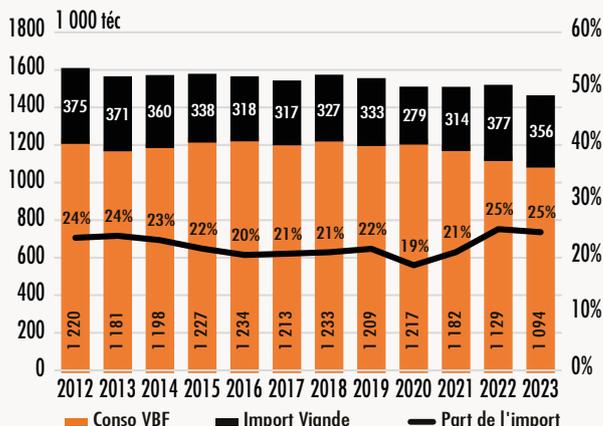
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,148 million de téc en 2023 (-4,1% /2022), soit une baisse de 49 000 téc en un an et de 100 000 téc en deux ans.

Les tonnages de femelles laitières se sont réduits de 18 600 téc, ceux de jeunes bovins laitiers de 4 400 téc et ceux de bœufs laitiers de 2 200 téc. Les abattages de vaches viande ont chuté de 24 700 téc et ceux de génisses viande de 2 000 téc. Ceux de JB viande ont progressé de 5 600 téc grâce à des mises en place supplémentaires et ceux de bœufs de type viande et croisés de +900 téc.

CONSOMMATION 2023

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEAUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



2023 : estimation / VBF = viande bovine française
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation en équivalent carcasse = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

En 2023, la consommation française de viande bovine a marqué un coup d'arrêt après trois années de relative stabilité (-3,7% /2022).

L'inflation générale toujours soutenue et les manques de disponibilités en France et en Europe liés à la décapitalisation ont été des éléments déterminants. Attention toutefois, cette estimation ne prend pas en compte les variations de stocks. Des stocks de 2022 ont pu être écoulés en 2023. La consommation de viande bovine origine France (VBF) tout comme celle issue de l'import ont reculé. Le taux d'import dans la consommation était stable, à hauteur de 25%, hors correction des effets du Brexit sur les échanges français.

Depuis la fin de la pandémie de covid-19, le secteur de la RHD, principal point d'entrée des viandes d'import sur le marché français, est particulièrement dynamique. Les importations ont cependant reculé (-5,7%/2022) alors que les abattages étaient toujours contraints en France faute de disponibilités. La consommation de VBF s'est réduite dans des proportions moindres (-3,0%/2022).

Par ailleurs, le niveau d'inflation toujours soutenu, contraignant le pouvoir d'achat des ménages, a provoqué une « descente en gamme » des achats de viande. C'est, par exemple, le cas sur le segment de la consommation de viande hachée avec une réorientation observée d'après IRI/Circana du frais vers le congelé (y compris intégrant des protéines végétales), moins cher.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

6,11 €/kg de carcasse, c'est la cotation annuelle 2023 de la vache U Label Rouge, contre 5,82 € pour la vache U standard. La vache bio de conformation R était à 5,65 €/kg, contre 5,44 € pour la vache R standard.

PRIX 2023

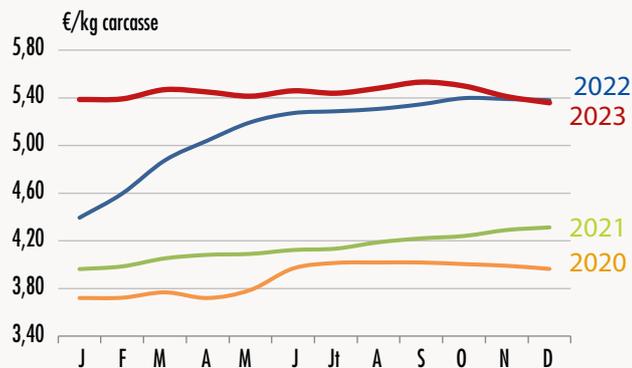
Après une forte revalorisation en 2022 sous l'effet de la baisse sensible de l'offre et de la montée générale des prix des denrées alimentaires, les prix se sont quasiment stabilisés en 2023 en moyenne annuelle (+4% pour le PMP). Les cotations des conformations les plus basses ont toutefois nettement fléchi à l'automne.

Le prix moyen pondéré des gros bovins finis a atteint un maximum en mars 2023 à 5,28 €/kg de carcasse (contre 4,71 €/kg en mars 2022), avant de se rétracter pour tomber à 4,90 €/kg en décembre (contre 5,17 € un an plus tôt). En moyenne sur l'année, il a atteint le record absolu de 5,15 €/kg (+4% /2022 et +35% /2021).

L'IPAMPA viande bovine [base 100 en 2015] aurait atteint quant à lui 134,9 en moyenne sur l'année (= /2022 et +19% /2021). Il a culminé à 140,5 en octobre 2022 avant de redescendre pour osciller au 2nd semestre 2023 autour de 133.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La cotation annuelle de la vache R a atteint 5,44 €/kg de carcasse sur 2023 (+6% /2022 et +25% /2021).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La forte baisse du disponible en réformes allaitantes a permis de maintenir les prix des vaches les mieux conformées au haut niveau atteint fin 2022.

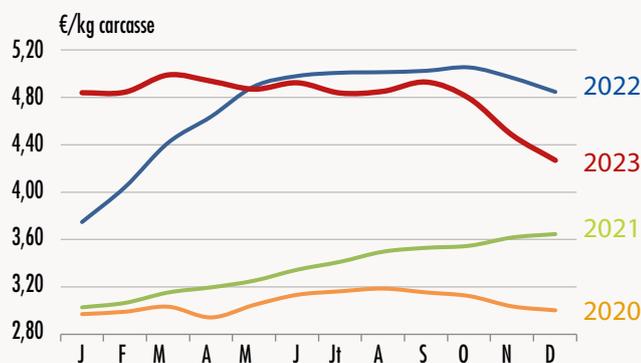
Dans ce contexte d'offre réduite, la concurrence entre abatteurs pour faire tourner leurs outils a soutenu les cours.

La cotation de la **vache R** est donc restée relativement stable sur l'année, résistant à la baisse enregistrée sur le marché européen.

La cotation de la **vache U** a même gagné 20 centimes au cours de l'année, passant de 5,69 €/kg en janvier à 5,89 € en décembre. Elle a coté 5,82 €/kg en moyenne en 2023 (+6% /2022 et +20% /2021).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation de la vache O a continué de progresser en moyenne annuelle, à 4,80 €/kg de carcasse sur 2023 (+2% /2022 et +32% /2021) mais a amorcé une forte décrue à l'automne.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après deux années de fortes tensions sur le marché, les prix des vaches laitières ont retrouvé leur saisonnalité : à partir d'octobre, la hausse des réformes laitières partout en Europe a provoqué une baisse des cours.

Par ailleurs le boom du steak haché a semblé atteindre un plafond, la hausse des prix à la consommation dans le contexte de baisse de pouvoir d'achat ayant ralenti la croissance de la demande.

La cotation française de la **vache O** est tombée à 4,27 €/kg en décembre. Celle de la **vache P**, ramenée à 3,89 €/kg en décembre, s'établit à 4,54 €/kg en moyenne sur l'année (-1% /2022).

PRIX 2023

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023/2022	2023/2013
JB	U	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	4,11	5,19	5,41	+4%	+33%
	R	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	5,06	5,27	+4%	+35%
	O	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	3,43	4,71	4,93	+5%	+39%
VACHES	U	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	4,73	5,47	5,82	+6%	+20%
	R	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	5,13	5,44	+6%	+25%
	O	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	4,73	4,80	+2%	+32%
	P	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	3,15	4,59	4,54	-1%	+36%
BŒUFS	R	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,04	5,37	+7%	+28%
GENISSES	R	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	5,16	5,49	+6%	+23%
PMP		3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	5,15	+4%	+30%
IPAMPA viande bovine*		86,9	97,0	92,1	92,9	100,1	102,7	103,8	102,1	100,0	98,4	100,1	103,9	105,8	104,4	113,1	135,1	134,9	=	+30%
Inflation**		89,5	92,3	92,4	94,0	96,2	98,3	99,3	99,9	100,0	100,2	101,2	103,1	104,20	104,73	106,45	112,0	117,5	+5%	+18%

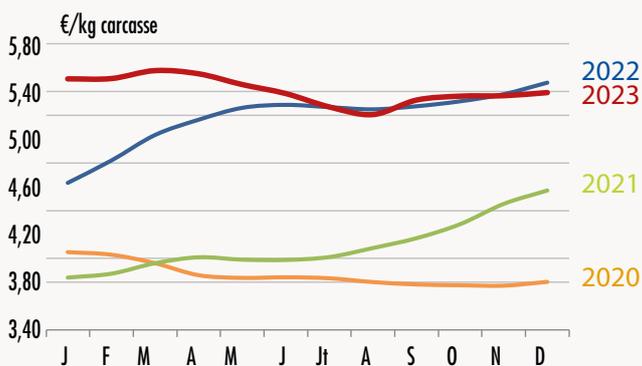
* IPAMPA viande bovine base 100 en 2015 - décembre 2023 estimé

**Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

La cotation annuelle du JB U a atteint 5,41 €/kg de carcasse en 2023 (+4% /2022 et +32% /2021).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En début d'année, la bonne tenue du marché italien, en manque d'offre, a soutenu les prix. Puis l'arrivée de viandes bon marché en provenance d'Allemagne et de Pologne a mis les opérateurs en difficulté. La hausse saisonnière de l'automne a été plus que timide.

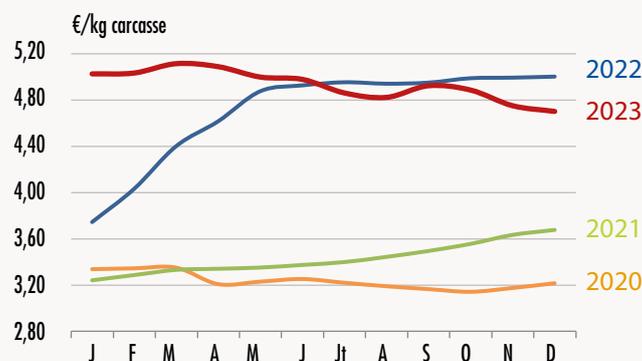
En Allemagne, la baisse de consommation induite par le recul du pouvoir d'achat a conduit à une diminution des prix des JB. Des volumes supplémentaires de viande allemande à bas prix ont fait pression sur le marché européen à partir du printemps.

La cotation du **JB U** est passée de 5,38 €/kg en janvier à 5,21 € en août. Elle n'est remontée qu'à 5,39 €/kg en décembre.

Le **JB R** est passé de 5,38 €/kg en janvier à 5,23 €/kg en décembre. Sa moyenne annuelle s'établit à 5,27 €/kg en 2023 (+4% /2022 et +34% /2021).

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS O

La cotation annuelle du JB O a atteint 4,93 €/kg de carcasse en 2023 (+5% /2022 et +44% /2021).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'offre toujours réduite en taurillons laitiers a soutenu les cours en début d'année. Les difficultés sur le marché allemand ont ensuite mis les prix sous pression, pression accentuée à l'automne par la baisse des cours des vaches laitières.

Le coup de frein sur la hausse de la demande pour le haché a par ailleurs contribué au décrochage des cours.

La cotation du **JB O** est ainsi passée de 5,03 €/kg de carcasse en janvier à 4,70 €/kg en décembre.

À noter toutefois que les JB laitiers avaient été très fortement valorisés ces dernières années, plus que les JB mieux conformés, en raison de la baisse de l'offre. Cette baisse des cours entraîne un rééquilibrage entre conformations.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

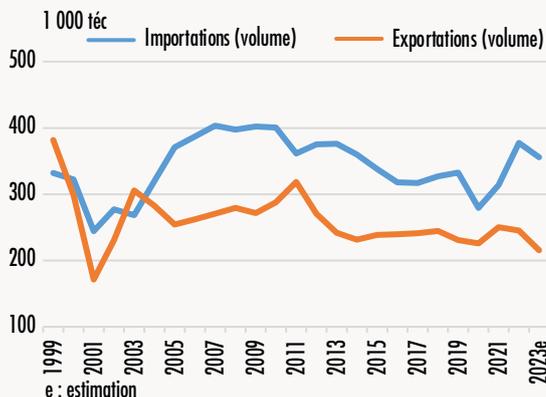
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2023

-12%

C'est la baisse estimée en volume des exportations françaises de viande bovine en 2023.

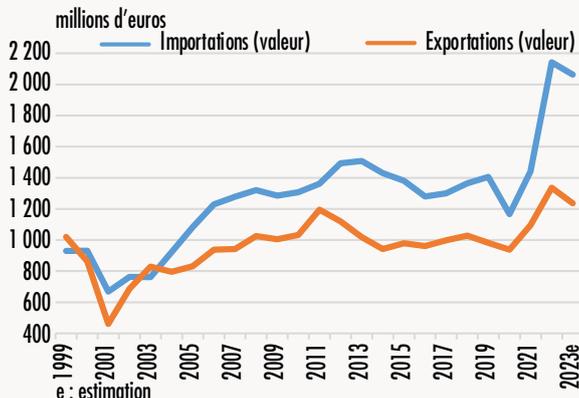
Avec des disponibilités réduites après plusieurs années de décapitalisation, les exportations françaises de viande bovine ont à nouveau fléchi en 2023. Elles ont reculé de -12% /2022, pour tomber au plus bas niveau enregistré depuis 2002 (post crises ESB). Les importations en France ont également reculé (-6% /2022). Attention toutefois, ces données n'isolent pas les flux de dédouanement-réexport liés au Brexit.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

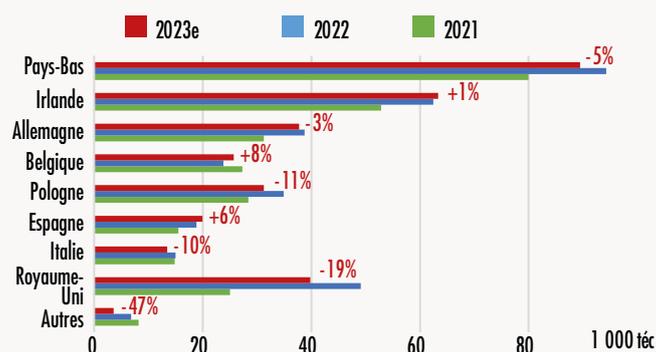
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

En 2023, les importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées ont reculé par rapport au haut niveau de 2022, malgré un secteur de la RHD toujours dynamique et le manque de disponibilités en France lié à plusieurs années de décapitalisation. Les différents fournisseurs du marché français ont connu des fortunes diverses.



Tonnage de viandes bovines fraîches et congelées, veau inclus.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Malgré la baisse, le niveau d'importation reste conséquent

Après le pic de 2022, les importations françaises de viande bovine auraient reculé en 2023 à près de 356 000 tés (-6% /2022), dont 324 000 tés de viandes bovines réfrigérées et congelées, hors préparations. Avec un secteur de la RHD, 1^{er} point d'entrée de la viande origine UE en France, toujours dynamique et des abattages toujours limités en France, les importations sont cependant restées à des niveaux plutôt soutenus. Elles se situent à un niveau intermédiaire entre 2022 et l'avant pandémie (-6% /2022 et +7% /2019).

Le Brexit a toujours des effets sur les flux

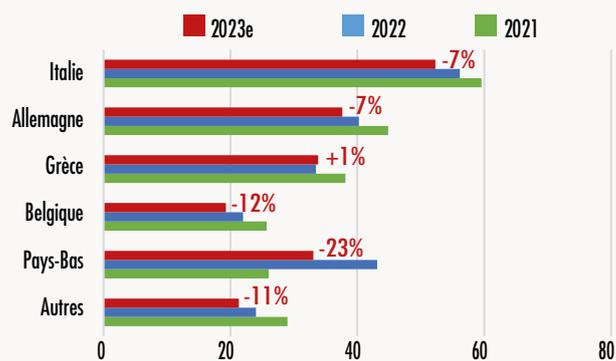
Quelques fournisseurs du marché français en viande bovine ont tiré leur épingle du jeu et ont accru leurs exportations de viandes bovines réfrigérées et congelées à destination de la France en 2023. C'est le cas de la Belgique (+8% /2022 à 25,7 ktéc), de l'Espagne (+6% /2022 à 19,9 ktéc) et, dans une moindre mesure, de l'Irlande (+1% /2022 et à 63,4 ktéc).

Ce n'est pas le cas des Pays-Bas (-5% /2022 à 89,5 ktéc), de l'Allemagne (-3% /2022 à 37,7 ktéc), de la Pologne (-11% /2022 à 31,2 ktéc) ou de l'Italie (-10% /2022 à 13,5 ktéc). Ce n'est pas le cas non plus du Royaume-Uni (-19% /2022, mais x3,5 /2020 à 39,8 ktéc), mais ces chiffres sont difficiles à analyser compte tenu des volumes britanniques dédouanés en France puis réexportés. En effet, à la suite de l'instauration de nouvelles procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni en 2021 consécutivement au Brexit, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France afin de faciliter les procédures, avant de les réexporter en premier lieu vers les Pays-Bas. En 2023, ces flux étaient estimés entre 25 et 30 ktéc.



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Avec des disponibilités toujours limitées et dans un contexte de marché parfois concurrentiel, les exportations françaises de viande bovine ont reculé en 2023. Seuls les envois vers la Grèce ont résisté parmi les clients historiques (Italie, Allemagne, Grèce). Les flux vers les Pays-Bas ont reculé, malgré la réexpédition de viande britannique après dédouanement en France.



Viances bovines fraîches et congelées.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Moins d'export

Malgré la légère progression des abattages de JB de type viande en France (cf. p 8), les exportations françaises de viande bovine ont reculé en 2023 à 215 300 téc (-12%/2022), dont 197 400 téc de viande bovine hors préparations. Et à l'instar des importations depuis le Royaume-Uni, une partie de ces flux depuis la France résulte de la réexpédition de viandes britanniques dédouanées dans l'Hexagone.

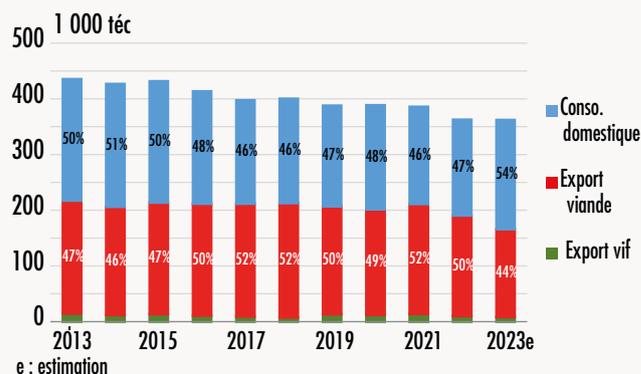
Seul le débouché grec a résisté

D'après nos estimations, seules les exportations vers la Grèce ont très légèrement progressé par rapport au faible niveau de 2022. En 2023, 33,8 ktéc de viandes bovines réfrigérées et congelées y ont été expédiées (+1%/2022, mais -11%/2021). Toutes les autres principales destinations sont affectées par des baisses. C'est le cas de l'Italie, premier débouché, où la France a perdu des parts de marché avec un recul des envois pour la 12^{ème} année consécutive (-7%/2022). Ainsi, avec 52,3 ktéc exportées en 2023, le marché transalpin ne concentrait plus que 23% des exports de viandes françaises réfrigérées et congelées en 2023. Malgré une baisse d'ampleur similaire (-7%), l'Allemagne est redevenue la deuxième destination des exportations françaises, avec 37,6 ktéc exportées.

Les Pays-Bas, 2^{ème} débouché en 2022, sont redevenus la 4^{ème} destination des exportations françaises en 2023, juste derrière la Grèce. Environ 33,1 ktéc y ont été expédiées (-23%/2022, mais x4/2020) dont une grande partie reste liée à la sortie du Royaume-Uni de l'UE et au retour progressif des procédures douanières depuis 2021, entraînant le dédouanement en France de viandes britanniques destinée au marché hollandais. Enfin, les envois vers la Belgique ont baissé pour la 2^{ème} année consécutive, de -12%/2022 à 19,3 ktéc

DESTINATION* DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS PRODUITE EN FRANCE

Alors que la production française de mâles finis non castrés a résisté en 2023, le manque de disponibilités en femelles sur le territoire national a entraîné la progression de sa consommation dans l'Hexagone, d'autant que les marchés européens étaient en proie à une baisse de pouvoir d'achat. La proportion destinée à l'export en viande comme en vif a reculé.



e : estimation

* Corrigée des effets du Brexit

Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage propres

Relative stabilité de la production, mais recul de l'export

Après une baisse marquée en 2022, la production de mâles non castrés en France a résisté en 2023 (= /2022). Jusqu'ici, cette production restait mieux valorisée à l'export que sur le marché français. Elle fait désormais face à une concurrence accrue des viandes polonaise et espagnole sur un marché communautaire où la consommation est affectée par une descente en gamme liée à l'inflation.

Face à un net recul des abattages de vaches de réforme en France (cf. p 8), les abattoirs ont découpé et valorisé au moins partiellement sur le territoire national une partie des JB, traditionnellement exportés sous forme de carcasses ou quartiers avec os. Après déduction des effets du *Brexit*, nous estimons à 160 000 téc les volumes de viande de mâles non castrés exportés en 2023. Ainsi, 46% de mâles non castrés produits (viande et vif) en France ont été exportés alors que la part de viande consommée sur le marché domestique a atteint 54% en 2023, contre 47% un an auparavant.

Les bovins mâles finis exportés en vif toujours anecdotiques

En 2023, les exportations de JB vifs finis (prêts à l'abattage) ont à nouveau reculé pour représenter à peine plus de 2% de la production de taureaux et de taurillons. Circuit de valorisation encore important au début des années 2000, celui-ci devient de plus en plus anecdotique depuis le début de la décennie 2010. En 2023, les exportations ont diminué avec un peu moins de 19 000 têtes expédiées (-15%/2022), plus que jamais à l'étiage. Les exports ont reculé vers l'UE-27 (-25%/2022 à 15 500 têtes), alors qu'ils ont progressé vers les pays-tiers (+124% à 3 600 têtes). Les exportations ont été un peu plus dynamiques vers le Maghreb (x4 à 3 500 têtes), mais nulles vers le Liban. Le principal flux vers l'Italie était également en retrait, à 11 500 têtes (-15%/2022), concentrant un peu plus de 60% des exportations françaises de JB finis.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Baisse de production et de consommation

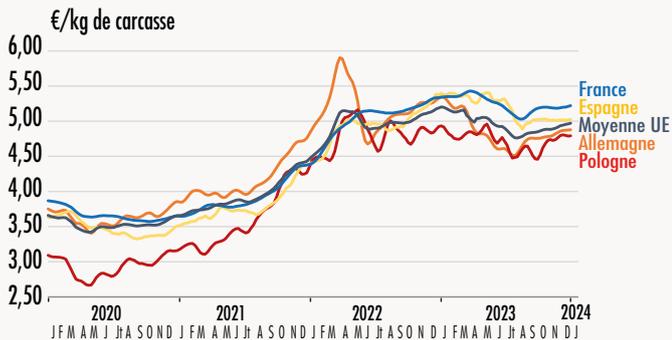
La production de viande bovine dans l'UE-27 s'est réduite significativement en 2023 par rapport à 2022. Les volumes abattus ont reculé en Italie (-6%), en Espagne (-7%), en France (-5%), en Pologne (-4%) et en Irlande (-3%). Parmi les principaux Etats membres producteurs, seule l'Allemagne a enregistré une petite hausse (+1%).

L'inflation a par ailleurs bridé la demande des consommateurs. Le marché européen a donc été globalement équilibré. Les prix ont retrouvé leur saisonnalité après 2 années de manque d'offre.



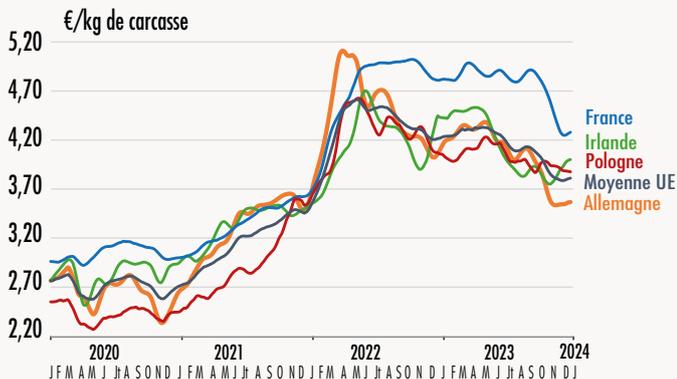
PRIX EN EUROPE EN 2023

COTATIONS DES JB R EN EUROPE - MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

COTATIONS DES VACHES O DANS L'UE - MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Réajustement des prix à la baisse

En moyenne sur l'année 2023, la cotation européenne du JB R s'est établie à 4,96 €/kg de carcasse (= /2022 et +25% /2021).

Elle est restée en hausse en moyenne sur le premier semestre (+3%/2022 à 5,06 €/kg de carcasse), mais le manque de ressort de la traditionnelle hausse saisonnière de l'automne a conduit à une baisse de la moyenne au second semestre (-3%/2022 à 4,86 €/kg en moyenne).

En raison d'un marché national particulièrement morose en 2023, la cotation allemande s'est nettement dépréciée (-7% à 4,85 €/kg en moyenne sur l'année) après le sommet atteint en 2022. Elle est même passée sous la cotation polonaise entre avril et juillet. La cotation française a mieux résisté (+4% en moyenne annuelle à 5,24 €/kg) de même que la cotation espagnole (+5% à 5,18 €/kg). La cotation polonaise a baissé de 2% à 4,73 €/kg en moyenne annuelle.

En moyenne sur l'année, la cotation européenne de la vache O s'est établie à 4,14 €/kg de carcasse (-4% /2022 mais toujours +31% /2021).

Depuis le pic atteint en mai 2022, elle n'a cessé de diminuer, si l'on exclut la timide hausse saisonnière du printemps 2023. La baisse de l'automne a été prononcée, le marché renouant avec un équilibre offre-demande plus traditionnel après 2 années de tensions. C'est surtout la demande qui s'est affaiblie.

La baisse des cours a été particulière forte en Allemagne (-9%/2022 à 4,06 €/kg de carcasse en moyenne annuelle) et en Pologne (-5% à 4,03 €/kg). La cotation française est restée supérieure à 2022 en moyenne annuelle (+2% à 4,00 €), mais a enregistré un fort recul automnal. La cotation irlandaise est restée stable en moyenne annuelle.

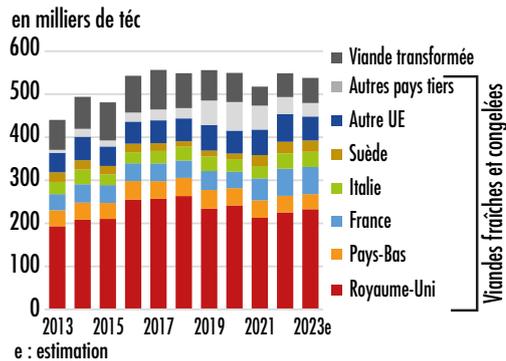


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE : léger recul des exportations

DONNÉES REPÈRES

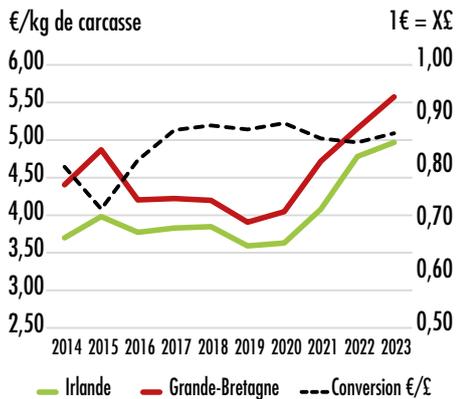
- Consommation : 101 000 téc et 20 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 90%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après AHDB, *Bord Bia*, Commission Européenne et Banque de France

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023e	2023/2022
Abattages	623	620	633	595	618	600	-3%
Importations viande	41	36	34	41	50	39	-20%
Exportations viande	549	556	550	518	549	538	-2%
Consommation*	114	100	118	117	119	101	-15%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia* et estimations propres

Dans un contexte européen perturbé par l'inflation généralisée et alors que les disponibilités en ferme sont restées plutôt limitées, notamment pour les animaux les plus jeunes, les exportations, qui concentrent encore 90% de la production du pays, ont légèrement reculé en 2023.

Recul des abattages et du cheptel

En 2023, la production irlandaise de viande bovine a légèrement reculé à 600 000 téc (-3%/2022). Cette baisse est liée à la fois au recul des effectifs abattus (sauf pour les réformes, stables) et au recul du poids moyen des animaux. Ainsi, les abattages en volume de *prime cattle* (animaux jeunes) ont reculé (-4% pour les génisses à 175 ktéc et -3% pour les bœufs à 241 ktéc). Même constat pour les réformes : -1% à 124 ktéc, en lien avec le recul du poids moyen (-1% à 295 kgéc).

D'après l'enquête cheptel de juin 2023, le mouvement d'augmentation du cheptel laitier au détriment du cheptel viande se poursuit. Le cheptel de vaches a légèrement diminué (-1% à 2,52 millions de têtes), entre une nouvelle progression des vaches laitières (+1% à 1,65 million de têtes) et moins de vaches allaitantes (-4% à 872 000 têtes). À moyen terme, la production bovine irlandaise pourrait être affectée par une reconduction plus limitée de la dérogation à la directive nitrates au 1^{er} janvier 2024 dans certaines zones du pays, puis sa disparition définitive au 1^{er} janvier 2026.

Progression des exports vers le Royaume-Uni

Entre consommation sous pression et manque de disponibilités en Europe continentale et au Royaume-Uni, les exportations irlandaises de viande bovine ont légèrement reculé en 2023, à 538 000 téc (-2%/2022), soit 90% des volumes produits. Seuls les envois vers le Royaume-Uni ont progressé (+3%/2022) à 234 ktéc de viandes réfrigérées et congelées et capté 48% des exportations totales de viande d'Irlande. Vers l'UE à 27, les envois de viandes bovines réfrigérées et congelées ont été en retrait par rapport au record de 2022 : 216 ktéc ont été expédiées (-6%/2022, mais +5%/2021). Les envois ont résisté vers la France, mais reculé vers les autres principales destinations européennes. Les envois vers les pays tiers, autres que le Royaume-Uni, ont à nouveau fléchi (-20% à 32 ktéc).

Pression sur les prix au 2nd semestre

Après un premier semestre plutôt soutenu, les cours de l'ensemble des catégories ont enregistré une baisse relativement marquée au second semestre 2023 alors que le marché européen de la viande bovine était sous pression, notamment pour les réformes. En moyenne sur 2023, la cotation de la vache O est cependant restée stable à 4,14 €/kgéc (= /2022). Le constat est un peu différent pour le bœuf R3 destiné principalement au marché britannique : +19 centimes à 4,97 €/kgéc (+4%/2022). L'écart s'est amplifié avec le prix du bœuf britannique, alors que taux de conversion de la livre en euro avait pourtant légèrement reculé. Il est passé de 37 centimes en moyenne en 2022 à 61 centimes en 2023.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

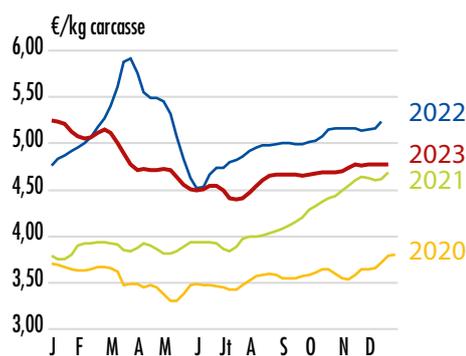
ALLEMAGNE : baisse de la consommation sur fond d'inflation



DONNÉES REPÈRES

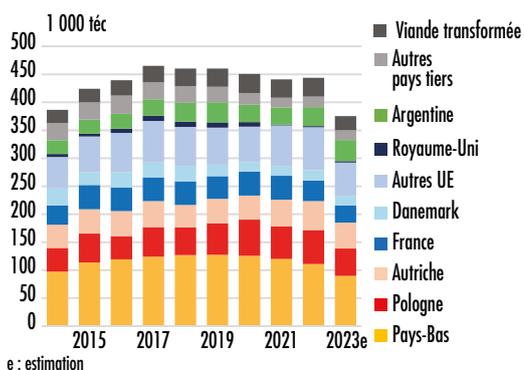
- Consommation : 1,033 million de téc, soit 12,2 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 36%
- Part des exportations dans la production : 33%

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023e	2023e/2022
Abattages	1 102	1 106	1 090	1 072	987	996	+0,9%
Importations viande	460	460	451	441	444	375	-15,5%
Exportations viande	364	365	316	343	342	338	-1,2%
Consommation	1 198	1 202	1 224	1 170	1 089	1 033	-5,1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations propres

En Allemagne, la consommation de viande bovine a nettement reculé dans un contexte de baisse de pouvoir d'achat liée à l'inflation.

La production de viande étant en légère augmentation, la baisse de consommation a principalement touché la viande importée.

Net recul de la consommation

De +9,2% sur un an en janvier, l'inflation générale en Allemagne a reculé, terminant l'année à +3,8%. La situation est similaire pour la viande bovine où, après un pic à +22% à l'été 2022, l'inflation est revenue en novembre à +1,6% d'une année sur l'autre. Cette relative stabilisation des prix n'enlevant rien à l'augmentation subie les mois précédents, les consommateurs continuent de préférer la viande hachée mélangée ou la volaille au bœuf. En conséquence, la consommation de viande bovine calculée par bilan se serait repliée de -5% /2022, à 1 033 000 téc en 2023, soit 12,2 kgéc/habitant, son plus bas niveau depuis au moins dix ans.

Abattages stables

La décapitalisation laitière restait ferme en Allemagne, soutenant la production de viande. Ainsi, 3,713 millions de vaches laitières étaient présentes dans les troupeaux au 1^{er} novembre 2023, en recul de -2,5% /2022.

La fin de l'année, plus propice au bœuf et marquée par le ralentissement de l'inflation, a permis de retrouver des sorties dynamiques. D'après nos estimations, les abattages de jeunes bovins auraient ainsi atteint 450 000 téc sur l'année, un niveau égal à 2022, et ceux de vaches seraient en légère progression de +1% à 318 000 téc. Au total, 996 000 téc ont été abattues en Allemagne (viande de veau comprise), soit une légère augmentation (+0,9%) sur un an.

Forte baisse des importations faute de demande

La baisse de consommation s'est principalement faite aux dépens des importations, qui sont passées de 444 000 téc en 2022 à 375 000 téc en 2023 (-15% /2022). Toutes les origines UE sont en forte baisse : -19% /2022 à 90 000 téc depuis les Pays-Bas, -20% (à 49 000 téc) depuis la Pologne, -15% (à 31 000 téc) depuis la France. Les origines pays tiers sont en revanche en hausse, avec notamment +12% pour l'Argentine, à 37 000 téc, traduisant une demande plus dynamique du secteur de la restauration.

En parallèle, les exportations allemandes de viande bovine étaient presque stables à 338 000 téc (-1% /2022). Elles ont été dynamiques vers les pays européens, mais en très fort recul vers les pays tiers. Ainsi, malgré la concurrence des viandes polonaises bon marché, les exports auraient augmenté de +36% /2022 vers l'Italie (à 36 000 téc), de +28% vers la Grèce (à 7 000 téc) et +11% vers l'Espagne (à 21 000 téc).

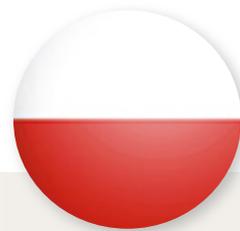
Les prix à la production retrouvent leur schéma historique

Après une année 2022 marquée par de fortes variations, les cotations des bovins ont retrouvé une certaine constance en 2023. Les prix des vaches de réforme ont démarré l'année à un niveau élevé et sont restés stables jusqu'à l'été avant de connaître une forte baisse (-82 cts entre mi-mai et fin décembre), clôturant sous leur niveau de 2021. Les cours des jeunes bovins ont suivi une trajectoire inverse : -85 cts entre janvier et août, puis +37 cts grâce à une demande plus dynamique en fin d'année.

En moyenne annuelle, les cotations 2023 se situent entre les niveaux des deux années précédentes : 3,98 €/kgéc pour les vaches O (-9% /2022 et +23% /2021), et 4,75 € kgéc pour les jeunes bovins R (-7% /2022 et +17% /2021).

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

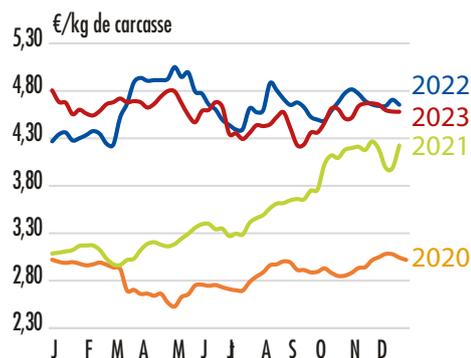
POLOGNE : production en baisse et exportations en hausse



DONNÉES REPÈRES

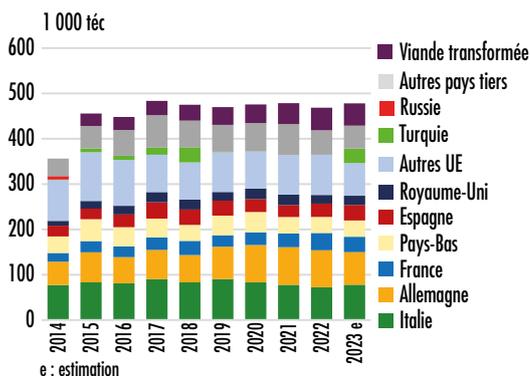
- Production : 520 000 téc et 1,9 kgéc/hab.
- Exportations : 478 000 téc, soit 92% de la production

COTATION DU JB O3 EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023 e	2023/2022
Abattages	565	560	559	555	541	520	-4%
Importations viande	27	31	27	27	30	30	-1%
Exportations viande	475	470	476	478	468	478	+2%
Consommation*	117	121	111	103	102	72	-30%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierigz, Eurostat, TDM et estimations

Pour la 5^{ème} année consécutive, la production de viande bovine polonaise était en baisse en 2023. Les volumes exportés ont progressé, tandis que les importations sont restées stables.

Baisse significative de la production

La production polonaise de viande bovine s'est de nouveau érodée en 2023, à 520 000 téc (-3,7% /2022), son plus bas niveau depuis 2017. La production plafonne notamment faute de veaux à engraisser. De fait, le prix du jeune veau laitier mâle en Pologne est de loin le plus élevé de l'Union européenne, à 189 €/tête d'après la Commission européenne en semaine 49 (4 au 8 décembre), contre 100 €/tête pour la moyenne UE.

D'après nos estimations, les abattages de taurillons ont été en retrait à 292 000 téc (-2% /2022 et -6% /2021), de même que ceux de génisses à 81 000 téc (-6% /2022 et 2021). Ceux de vaches seraient retombés à 144 000 téc (-7% /2022 et 2021).

Stabilisation des prix au niveau de 2022

En 2023, les prix des jeunes bovins polonais ont flirté avec leur niveau élevé de 2022, 4,57 €/kgéc de moyenne annuelle (-1% /2022 et +31% /2021), sans toutefois dépasser la barre des 5 €/kgéc, comme cela avait été le cas en 2022.

À 4,03 €/kgéc en 2023, la cotation polonaise moyenne de la vache O a été en deçà de son niveau de 2022 (-5%), mais très supérieure à celui de 2021 (+37%). Au premier semestre, les prix des animaux de réforme ont été soutenus par une offre européenne plutôt limitée, en lien avec des prix du lait favorables au maintien des vaches dans les exploitations laitières alors que la demande restait dynamique pour la restauration et la transformation. Au second semestre, les cours des réformes ont chuté, retrouvant leur saisonnalité dans un contexte de demande européenne plus limitée.

Exportations en hausse de 2%

Les exportations polonaises de viande bovine ont fortement évolué en 2023 selon les destinations : les envois ont notamment repris vers la Turquie, interrompus depuis fin 2017, pour s'élever à 32 000 téc en 2023, en viande réfrigérée uniquement. Les envois vers l'Allemagne et la France ont, quant à eux, reculé de -12% et -11%. À l'inverse, les exports ont progressé vers l'Italie (+7%), l'Espagne (+16%) et le Royaume-Uni (+6%). Au total, la Pologne a exporté 478 000 téc en 2023 (+2% /2022).

Consommation apparente en baisse

La consommation apparente de viande bovine en Pologne serait en fort recul en 2023, de 30% par rapport à 2022. Le contexte inflationniste a été très défavorable au bœuf dans un pays où cette viande ne fait pas partie des traditions culinaires. Les Polonais lui préfèrent nettement le porc et la volaille. Toutefois, ce chiffre est à prendre avec précaution au regard du faible niveau que représente la consommation par rapport à la production et aux volumes exportés.



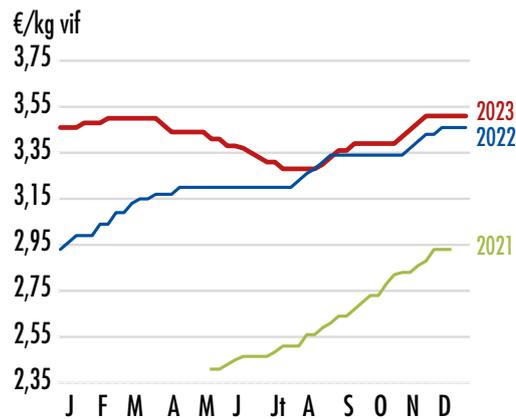
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

ITALIE : hausse continue des prix

DONNÉES REPÈRES

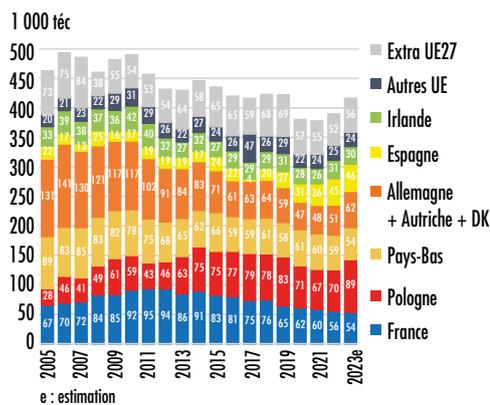
- Consommation : 959 000 téc soit 16,1 kgéc/hab.
- Part des importations de viandes dans la consommation : 44%

COTATION DU JB CHAROLAIS PRIMA QUALITÀ À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023 e	2023/2022
Abattages	775	759	713	722	728	685	-5,9%
Importations viande	434	433	392	388	395	422	+6,8%
Exportations viande	163	153	146	172	162	148	-8,9%
Consommation	1046	1039	958	938	961	959	-0,2%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après *Anagrafe zootecnica*, ISMEA et douanes italiennes et estimations propres

La production italienne a accusé une forte baisse en 2023, ce qui a permis un bon maintien des cours. Les importations de viande bovine ont nettement progressé. La consommation s'est stabilisée.

Abattages en forte baisse (-6%)

En 2023, la production italienne de viande bovine aurait chuté de près de -6% d'après nos estimations, pour tomber à 685 000 téc. Les abattages de mâles auraient fortement reculé (-11%), les faibles disponibilités en broutards français depuis 2 ans limitant les effectifs mis en place. La baisse en génisses serait moindre (-2%). Les abattages de vaches auraient baissé de -4% par rapport à leur niveau élevé de 2022, année de reprise des réformes après 2 ans de recul lié aux perturbations sur le débouché RHD. La production de veaux de boucherie aurait légèrement augmenté (+2%).

Bon maintien des cours

L'offre limitée a permis aux engraisseurs de maintenir les prix des jeunes bovins finis afin de compenser, au moins partiellement, l'envolée de leurs coûts de production. Les cotations sont restées élevées tout au long de l'année. La baisse saisonnière du printemps a été modérée, de même que la remontée de l'automne. Cette dernière a été freinée par la concurrence croissante de la viande importée meilleur marché.

Le mâle charolais *Prima qualità* à la bourse de Modène a coté en moyenne 3,42 € kg vif sur l'année, soit +6% /2022 et le Charolais *Extra* 3,54 €/kg vif (+6%). Le mâle limousin *Extra* s'est établi à 3,68 €/kg en moyenne annuelle (+8% /2022), au même niveau que la femelle limousine (+7% /2022). La femelle charolaise a atteint 3,41 € kg vif (+5% /2022). Signe que le marché manquait d'animaux, les Croisés italiens ont enregistré des hausses plus importantes (+11%), à 3,29 €/kg vif pour le Croisé de première catégorie et 3,13 €/kg pour celui de deuxième catégorie.

Forte hausse des importations de viande

Les importations de viande bovine ont poursuivi leur reprise post-confinements, sans pour autant retrouver leur niveau de 2019. Elles auraient progressé de près de +7% /2022.

Les volumes auraient fortement augmenté en provenance de Pologne (+27%) et d'Allemagne (+22%) grâce à des prix très compétitifs, ainsi que depuis le Danemark (+16%). L'Espagne (+3%) reste très présente sur le marché italien avec des petites carcasses bien conformées. Les volumes auraient baissé depuis la France (-3%), les Pays-Bas (-8%, surtout du veau), l'Irlande (-4%) et l'Autriche (-9%).

Depuis les pays tiers, les volumes auraient progressé significativement (+8%), avec des hausses en provenance d'Uruguay, des États-Unis et d'Australie.

Stabilité de la consommation

Après avoir fortement baissé en 2020 et 2021, la consommation nationale calculée par bilan s'était redressée de +2% en 2022. En 2023, elle serait stable, mais resterait loin de ses niveaux des années pré-pandémie. L'inflation a réduit le pouvoir d'achat des Italiens, ce qui a limité la reprise de la consommation et a conduit à une descente en gamme de la demande. La part des viandes importées dans la consommation italienne de viande bovine aurait atteint 44% en 2023, contre 41% en 2022.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

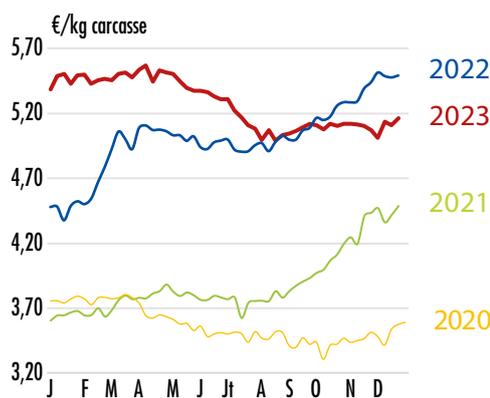
ESPAGNE : Abattages diminués par la sécheresse et l'export vif



DONNÉES REPÈRES

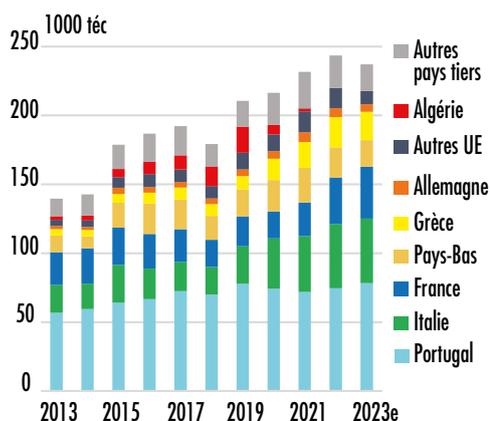
- Consommation : 610 000 téc soit 12,7 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 35%
- Part des importations dans la consommation : 26%

COTATION DU JB U3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES RÉFRIGÉRÉES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023e	2023e/2022
Abattages	669	695	678	717	732	686	-6%
Importations viande	152	156	125	135	145	161	11%
Exportations viande	185	217	223	232	244	237	-3%
Consommation*	636	634	580	620	633	610	-4%

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. L'encombrement du marché en 2018 et 2019 a sans doute provoqué une hausse des stocks ces années-là et un rebond de la consommation apparente.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

e : estimation

Les abattages espagnols ont reculé en 2023, du fait de la sécheresse et de la hausse des coûts alimentaires en 2022, qui ont entraîné un début de décapitalisation et un recul de l'engraissement. L'export de bovins finis a plus que doublé, stimulé par la demande méditerranéenne.

Pour la 1^{ère} fois depuis neuf ans, la production a reculé en 2023

En Espagne, les variations de cheptel impactent rapidement la production de viande car 62% des bovins sont abattus avant 24 mois d'âge et même 32% avant 12 mois (bovin jeune). La production espagnole de viande bovine aurait chuté de -6% en 2023, à 686 000 téc d'après nos estimations.

Les abattages de taurillons et génisses auraient moins reculé (respectivement -3% à 264 000 téc et -4% à 119 000 téc) que ceux de bovins de 8-12 mois (-10% à 182 000 téc) davantage destinés au marché domestique. Les abattages de vaches auraient fortement chuté en 2023 (-10%) après une année 2022 marquée par de nombreuses réformes provoquées par la sécheresse. La baisse du cheptel (-1,2% en juin 2022), des importations de veaux en 2022 (-5%/2021 à 485 000 têtes) et des brouards (-34 000 têtes) ont entraîné la baisse de la production, d'autant que les engraisseurs ont trouvé des opportunités à l'export pour le vif fini en 2023.

Les prix à la production au 1^{er} semestre étaient supérieurs à ceux de l'an passé, en lien avec la rareté de l'offre en UE, puis ont reflué durant l'été, du fait de la concurrence des viandes polonaises et allemandes, moins chères, sur le marché UE. En moyenne sur l'année les prix ont toutefois progressé, à 5,28 €/kgéc pour le JB U (+6%/2022 après la forte hausse de 2022) et 5,18 €/kg pour le JB R (+5%).

Les exports de viande ont plafonné, ceux de vif ont explosé

Les exportations de viande réfrigérée et congelée se seraient effritées en 2023 de -3% (-6 000 téc), à 237 000 téc selon nos estimations, du fait du recul des abattages. L'Espagne s'est recentrée sur son marché historique portugais en y envoyant 78 000 téc (+5%/2022) et a poursuivi la hausse de ses ventes vers la France, à un rythme moins soutenu qu'en 2022 (+12%/2022 ; 38 000 téc). Elle a stabilisé ses envois vers son 2nd marché, l'Italie, à 47 000 téc, après les volumes importants gagnés en 2020-22 (+10 000 téc). Les volumes expédiés ont reflué vers la Grèce (-6% ; 21 000 téc) et les Pays-Bas (-12% ; 19 000 téc). Dans le contexte de l'inflation mondiale, l'Espagne a réduit ses exports de viande bovine vers les pays tiers (-18% ; 19 000 téc). Début 2022, l'Algérie a fermé son marché à l'Espagne.

Les envois de bovins finis ont, eux, explosé, à 200 000 têtes (x2,3/2022) grâce à des envois record vers la Hongrie – porte vers la Turquie – avant le Ramadan, à 86 000 têtes (2 000 en 2022). L'ouverture du marché marocain, une première en bovins finis, a écoulé 60 000 têtes ! Les envois vers la Libye et le Liban ont reculé (34 000 têtes ; -34%).

La demande intérieure s'est érodée de -4%

La production réduite, l'inflation alimentaire à 11,8% en 2023, le taux de chômage plus élevé que dans d'autres pays européens (à 11,5%) et les très fortes chaleurs estivales ont pénalisé la consommation de viande, qui aurait régressé de -4%/2022, à 610 000 téc.

L'export de viande s'est tassé de -3% (6 000 téc) et les imports de viande bovine meilleur marché (Pologne, Irlande, Portugal) ont augmenté de +11% (+16 000 téc) sans compenser la baisse des abattages.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations en net recul faute de disponibilités

En 2023, la baisse des naissances allaitantes et le dynamisme des mises en place en France ont réduit les disponibilités exportables en broutards. Les exportations ont ainsi atteint leur niveau le plus bas depuis dix ans, passant sous la barre du million à 992 000 têtes. Toutes les destinations sont en baisse excepté l'Espagne, qui a doublé ses importations de broutards lourds. La fermeture du marché algérien pour des raisons sanitaires, trois semaines après son ouverture en septembre, a conduit à un effondrement des envois vers les pays tiers. En moyenne annuelle, les prix de toutes les catégories de broutards sont restés élevés. Les cours ont toutefois fléchi à l'automne.



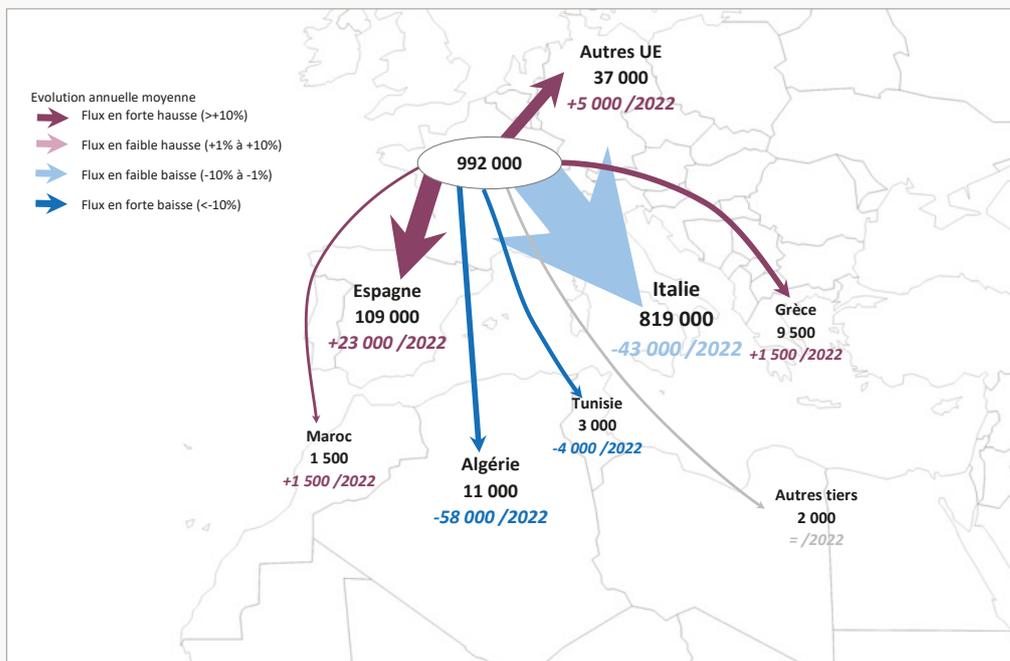
EXPORTATIONS 2023

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres* par pays d'arrivée

Nombre de têtes en 2023 et variation par rapport à 2022

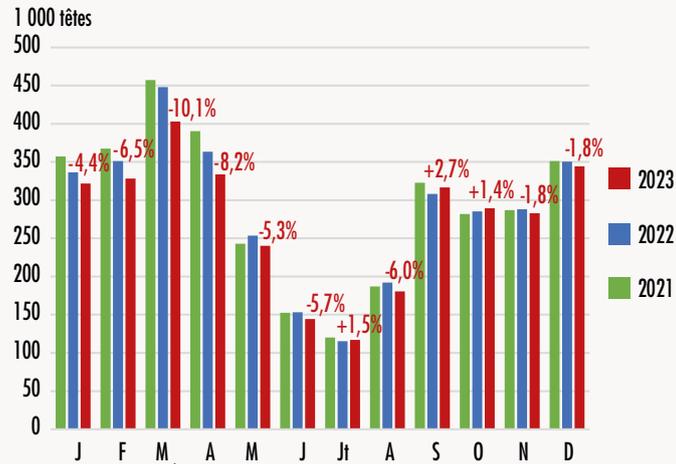
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations propres

EFFECTIFS 2023

NAISSANCES DE VEAUX DE RACE ALLAITANTE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNl

-4% /2022

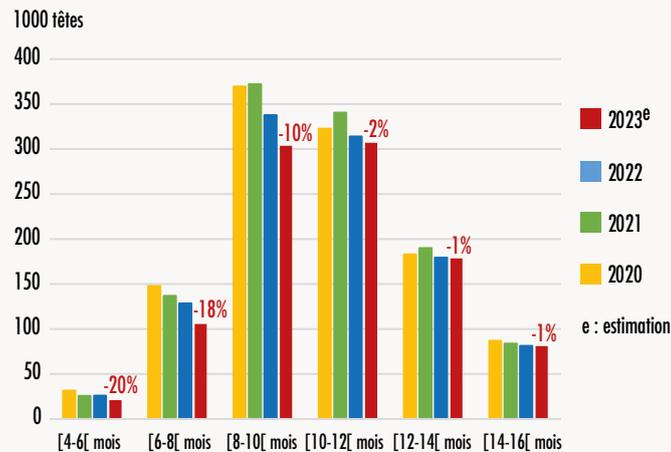
C'est notre estimation de l'évolution des naissances allaitantes en 2023.

Les naissances de veaux de mère allaitante étaient en recul en 2023, en raison de la décapitalisation.

En 2023, 3 302 000 veaux sont nés de mère allaitante, un recul de -4,2% ou -143 000 têtes. En cinq ans, la baisse des naissances atteint -12% ou -462 000 veaux. Les Charolais sont tout particulièrement impactés, avec -5,1% estimés /2022, alors que les naissances de Limousins reculaient de -3,5% et celle d'Aubracs étaient stables. Le report des vêlages vers l'automne observé en 2022 s'est poursuivi en 2023. Ainsi, les naissances ont reculé de plus de 10% en mars, alors qu'elles ont augmenté en septembre et octobre. Au total, la baisse des disponibilités en broutards a été nette en 2023 dans un contexte de marchés demandeurs, tant pour l'engraissement en France qu'à l'export.

EXPORTATIONS 2023

ÂGE DES BROUARDIS* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-16 MOIS)

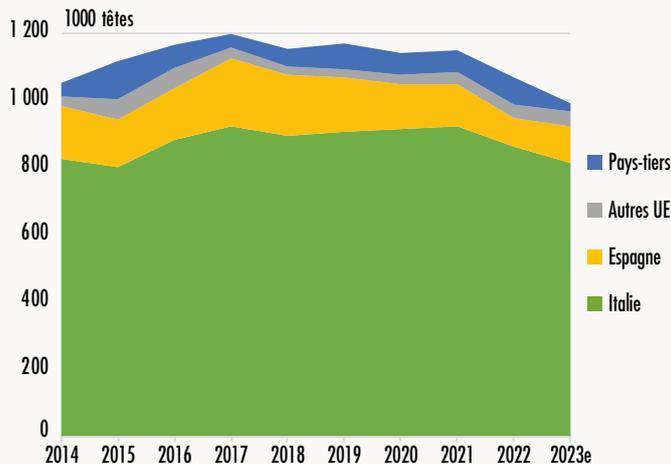


*bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles, estimation pour décembre 2022
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNl et estimations propres

En 2023, les exportations françaises de broutards ont à nouveau reculé, de -7% /2022 selon nos estimations, passant sous la barre du million à 992 000 têtes.

Les disponibilités en baisse du fait de la décapitalisation et du maintien de l'engraissement en France ont nettement réduit les expéditions de broutards. Les envois de broutards mâles auraient ainsi reculé de -7% /2022 à 651 000 têtes. Les exportations de femelles ont un peu mieux résisté, tirées par la demande espagnole, ramenées à 337 000 têtes (-6% /2022). La baisse des envois est inégalement répartie selon l'âge des animaux. Ainsi, les exportations de broutards de moins de dix mois ont reculé de -13% /2022, alors que celle de broutards de plus de 10 mois n'ont baissé que de -1%.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDIS*



e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

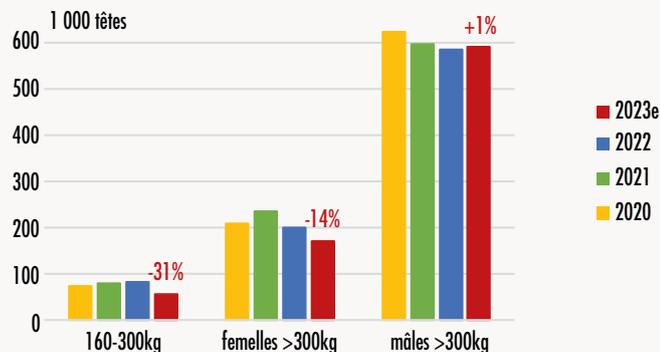
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE-BDNl et estimations

En 2023, les effectifs de broutards exportés sont passés sous la barre du million de têtes pour la première fois depuis plus de dix ans. Le dynamisme des exportations vers l'Espagne n'a pas compensé l'absence du débouché pays tiers et le manque d'offre.

D'après nos estimations, les envois vers les pays tiers ont chuté de -78% /2022, à 17 500 têtes. L'ouverture tardive de l'Algérie en septembre et la fermeture rapide du fait de la détection de cas de MHE n'ont permis d'envoyer que 11 000 broutards, contre 69 000 en 2022. Le débouché italien a également reculé à 819 000 têtes (-6% ; -43 000 têtes) faute de disponibilités en France. Après une année 2022 en baisse, les envois vers l'Espagne ont fortement augmenté en 2023, à 109 000 têtes (+25% ; +23 000 têtes), tirés par la demande en animaux lourds, mais restaient inférieurs à leur niveau historique (-9% /2021, -16% /2020).

EXPORTATIONS 2023

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDARS VERS L'ITALIE



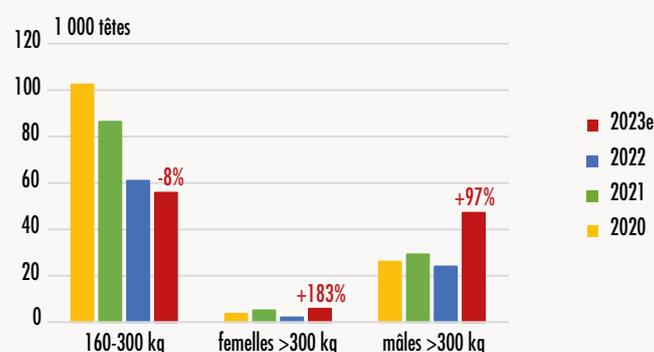
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Les exportations vers l'Italie ont reculé de -5% en 2023, notamment en femelles.

Les envois de brouards vers l'Italie ont un peu souffert en 2023 du fait de la baisse des disponibilités en France et d'une consommation italienne marquée par l'inflation et la concurrence de la viande importée. Le recul touche plus les femelles de plus de 300 kg dont la part est passée de 26% en 2021 à 21% en 2023. La meilleure année fourragère, les cours élevés des jeunes bovins en Italie et le report vers ce débouché des brouards initialement préparés pour l'Algérie ont conduit à une augmentation de +1% (+7 000 têtes) des exportations de mâles de plus de 300 kg.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDARS VERS L'ESPAGNE



e : estimation

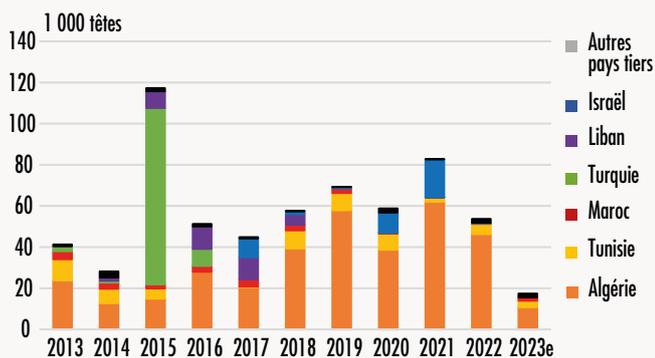
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Après plusieurs années de baisse, les envois de brouards vers l'Espagne ont rebondi de +26% en 2023.

Les expéditions de brouards légers (<300 kg) ont continué à refluer à 56 000 têtes, soit -8%/2022 et même -33%/2021. En revanche, les exportations de brouards lourds ont doublé en 2023. La sécheresse intense, qui avait déjà touché l'Espagne en 2022, a entraîné un cycle de décapitalisation qui pourrait avoir restreint les disponibilités en brouards espagnols. Elle a également réduit les récoltes de fourrages en 2023, amenant certains engraisseurs à préférer des animaux plus lourds pour réduire la durée d'engraissement.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARDARS VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS DE BROUARDARS FRANÇAIS VERS LES PAYS TIERS



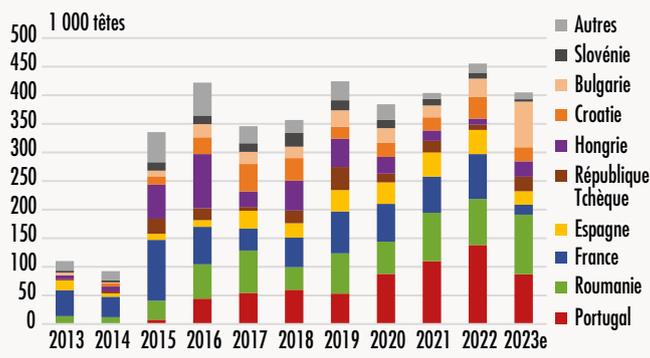
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

En 2023, les exportations françaises vers les pays tiers se sont effondrées de -78% /2022, à 17 500 têtes.

Les exportations françaises vers les pays tiers ont largement reflué en 2023, du fait notamment des soubresauts du marché algérien. Celui-ci n'a ouvert qu'en septembre et s'est refermé très rapidement après la détection de la MHE en France. Ainsi, sur l'année, seuls 11 000 brouards sont partis vers l'Algérie d'après nos estimations, soit une chute de -84%/2022. Le recul est également fort vers la Tunisie, avec 3 000 têtes expédiées (-54%). Les exports vers le Maroc ont, eux, été dynamiques, avec 1 500 têtes (x8).

EXPORTATIONS DE BROUARDARS DEPUIS L'UE VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

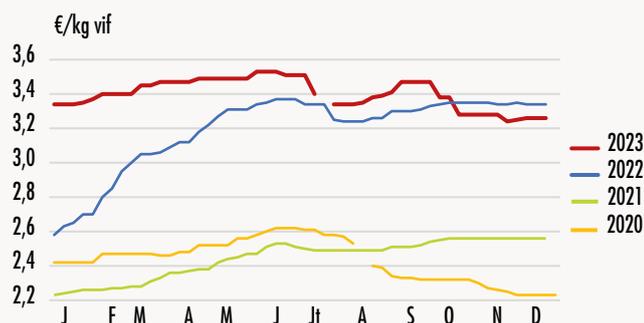
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes françaises et estimations propres

Après une année 2022 record, les exportations européennes de brouards ont reculé de -11% en 2023.

Les envois de l'UE vers les pays tiers se sont repliés à 405 000 têtes en 2023 d'après nos estimations, soit un effectif proche de celui de 2021. Les envois vers Israël étaient en net repli (-37% /2022) du fait de la fermeture du pays aux brouards portugais à partir du début de l'été 2023 pour cause de MHE. À l'inverse, les achats turcs ont favorisé les brouards bon marché des pays de l'Est : 104 000 têtes ont été expédiées depuis la Roumanie (+29% /2022), dont 17 000 vers la Turquie (x6,5/2022) et 80 000 têtes depuis la Bulgarie (x2,5 /2022), dont 62 000 vers la Turquie (x4,5 /2022).

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU BROUTARD CHAROLAIS U 450 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

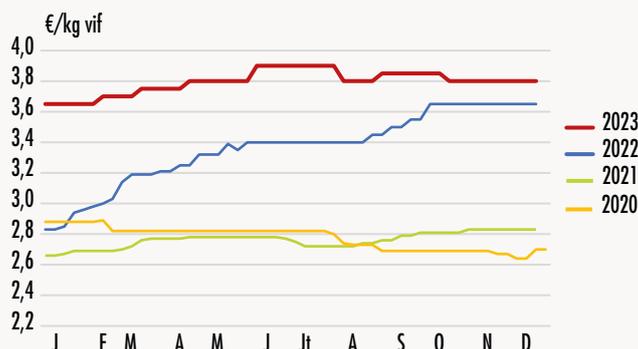
En 2023, les prix des brotards mâles se sont globalement maintenus à un niveau élevé.

Au premier semestre, la hausse des cours s'est poursuivie à un rythme modéré, suivie du creux estival déjà observé en 2022 en Charolais. Le second semestre a été plus agité au gré des ouvertures et fermetures des pays tiers. La reprise des expéditions vers l'Algérie au 1^{er} septembre a entraîné une hausse au mois d'août (+12 cts pour le Charolais U de 450 kg en cinq semaines). La détection des premiers cas de MHE fin septembre y a mis un coup d'arrêt, l'Algérie ayant fermé son marché. Après une nette baisse début octobre (-19 cts pour le Charolais U de 450 kg en trois semaines), les prix se sont stabilisés à un niveau proche de celui de 2022.

3,40 €/kg vif

C'est la cotation moyenne des brotards charolais U de 450 kg en 2023 (+7% /2022).

COTATION DU BROUTARD LIMOUSIN E DE 350 KG



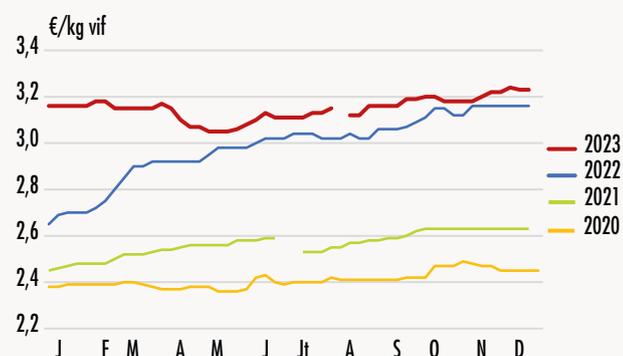
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les bons prix de début d'année permettent cependant de constater des cotations moyennes au-dessus de leur valeur de 2022, en lien avec la baisse des disponibilités et la demande européenne et française dynamique. Ainsi, le Charolais U de 350 kg cotait en moyenne 3,49 € (+17 cts ou +5% /2022), le Charolais U de 450 kg s'établissait à 3,40 €/kg (+21 cts ou +7% /2022) et le Limousin E de 350 kg atteignait en moyenne 3,79 €/kg (+43 cts ou +13% /2022).

La dynamique était similaire pour les croisés R de 300 kg, à 3,15 €/kg en moyenne sur l'année (+17 cts ou +6% /2022) et pour les rustiques (2,85 €/kg pour le Salers R de 350 kg, soit +16 cts ou +6%).

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA BROUTARDE CHAROLAISE U

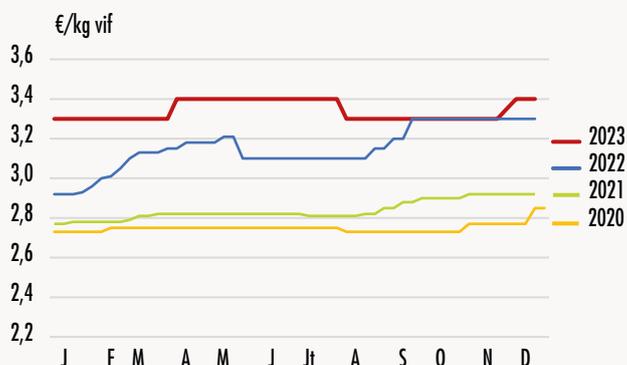


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2023, les cours des brotards femelles se sont stabilisés autour du niveau atteint fin 2022.

La demande en femelles a été forte en 2023 dans un contexte d'offre limitée par la décapitalisation et une certaine rétention des génisses chez les naisseurs. Les cours des Charolaises sont ainsi restés stables à un niveau élevé jusque fin mars, avant de connaître un léger creux au printemps (-12 cts pour la Charolaise U

COTATION DE LA BROUTARDE LIMOUSINE E DE 270 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

de 400 kg entre les semaines 13 et 18). Ils sont ensuite repartis à la hausse jusqu'à la fin de l'année, dépassant ponctuellement la cotation des Limousines, pour terminer au-dessus de leurs niveaux de 2022. Ainsi, la Charolaise U de 270 kg cotait en moyenne 3,30 €/kg (+23 cts ou +7% /2022) et la Charolaise U de 400 kg, 3,15 €/kg (+16 cts ou +5% /2022). Comme d'ordinaire, les cours des Limousines E de 270 kg étaient plus stables et s'établissaient en moyenne annuelle à 3,34 €/kg (+19 cts ou +6% /2022).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Les effets de la bonne tenue des cours sur les revenus largement estompés par des aides PAC en baisse et des charges qui progressent.

La sensible hausse des cotations en maigre et gras s'est poursuivie tout le premier semestre 2023 et aura permis de conforter les revenus des éleveurs ayant commercialisé des animaux sur cette période. Toutefois en fin d'année, face à une demande moins soutenue, certains cours ont amorcé une baisse, signal d'un retour à une saisonnalité plus marquée comme avant 2020. Par conséquent, le produit bovin viande n'évoluerait que très peu (+4%) au second semestre pour la majorité des éleveurs. L'entrée en application de la nouvelle PAC, avec des montants unitaires révisés à la baisse par rapport au Plan Stratégique National, se traduit par une diminution marquée des aides PAC pour les éleveurs. Enfin, les produits des cultures de vente ont subi une baisse marquée estimée à plus de 30% des prix des céréales, protéagineux et oléagineux. Avec des charges opérationnelles contenues mais en hausse et des charges de structure en forte augmentation, les revenus des éleveurs ont nettement baissé par rapport à 2022 mais restent supérieurs à la moyenne sur la période 2013-2021.

ESTIMATIONS DES REVENUS 2023

Après une conjoncture 2022 exceptionnelle pour les cultures de vente, l'année 2023 marque le retour à des prix de marché plus habituels. Ainsi les **naisseur et cultures** et les **naisseur-engraisseurs de jeunes bovins avec cultures** dégageraient en moyenne respectivement un résultat courant de 20 000 €/UMO et de 45 000 €/UMO exploitant.

Les cours des bovins finis, en hausse début 2023, sont en moyenne sur l'année supérieurs à 2022. Cette conjoncture profite aux exploitations **naisseur-engraisseurs de jeunes bovins spécialisés** qui maintiendraient leur résultat courant au-dessus de 40 000 €/UMO. La conjoncture des broutards, favorable jusqu'au début de l'automne, a par la suite été marquée par une baisse saisonnière des cours et l'arrivée de la MHE. Toutefois, le produit bovin viande, en progression,

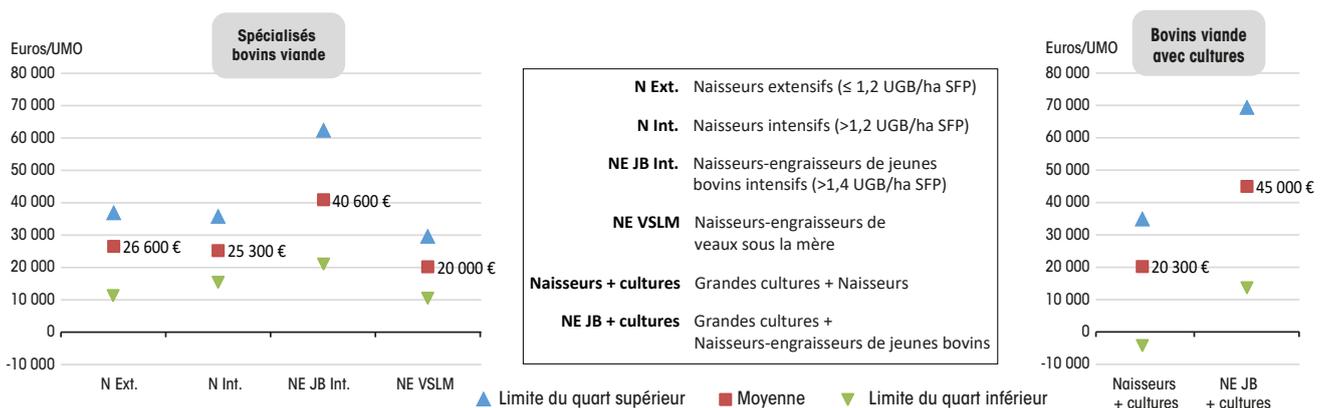
permettrait aux résultats courant des exploitations **naisseur spécialisés** de rester supérieurs à 25 000 €/UMO.

Les **naisseur-engraisseurs de veaux sous la mère**, bénéficiant d'une meilleure conjoncture pour la vente des veaux, maintiendraient leur résultat courant à 20 000 €/UMO.

Le retour à une année fourragère plus clémente en 2023 a permis de limiter les achats de fourrages par rapport à la sécheresse de l'année antérieure. Les aides conjoncturelles perçues en 2022 n'ont donc pas été reconduites en 2023. De plus, l'application de la nouvelle PAC aurait réduit en moyenne de 4% à 10% les aides PAC selon les systèmes.

RÉSULTATS COURANTS 2023

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2023.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

Des cours de la viande plus élevés et l'adaptation des conduites ont permis une amélioration des revenus, sensible en 2022, mais qui ne persisterait que partiellement en 2023.

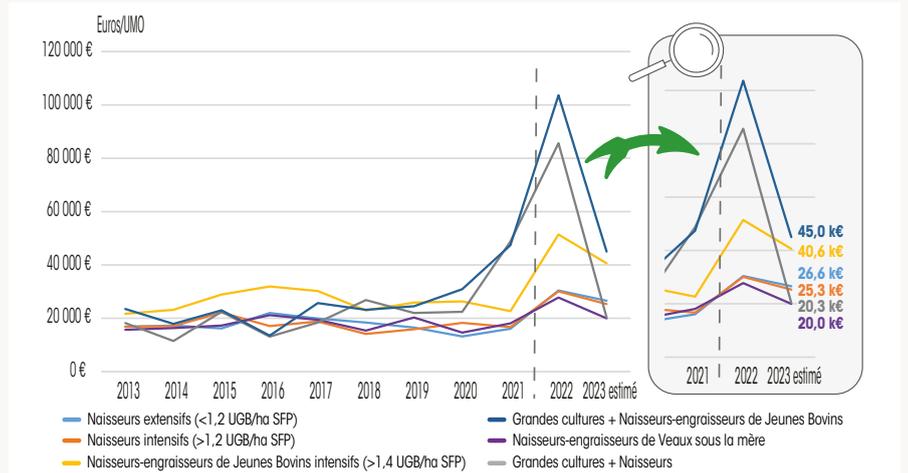
Dans les bassins qui subissent des sécheresses à répétition, l'extensification par l'augmentation des surfaces (ou la réduction relative du cheptel) et le développement des cultures fourragères, comme les dérobées, sont les voies privilégiées d'adaptation.

Dans le contexte d'inflation des charges depuis mi 2021, la recherche d'autonomie alimentaire et la diminution des charges alimentaires ont permis à l'échelle de l'exploitation de trouver des compensations dans le but de maintenir la performance économique.

En 2022, des aides étaient venues compenser les augmentations de la charge alimentaire (Conflit Ukraine, Sécheresse) soit plus de 2 260 €/UMO. En 2023, la réduction des aides est majoritairement causée par la baisse des aides couplées animales et une diminution des aides découplées dans la plupart des systèmes. L'inflation a également impacté les charges de structure et des investissements ont été reportés afin de contenir le volume de charges. La conséquence n'est pas seulement financière car repousser la modernisation de certains équipements pèse sur les conditions et le temps de travail et la capacité à transmettre les exploitations.

Chez les polyculteurs-éleveurs, après les fortes tensions liées au début de la guerre en Ukraine, la reprise des exportations des grains de la mer Noire a conduit à une régulation des prix des cultures de vente. Cet atterrissage des cours est toutefois vécu comme une douche froide pour les polyculteurs-éleveurs. Les naisseurs avec cultures auraient par exemple des revenus 2023 fortement impactés à la baisse. **L'augmentation moyenne des cours en bovins viande conjuguée à l'ensemble des efforts de gestion des exploitations s'étaient avérés gagnants en 2022 pour tous les systèmes suivis. Toutefois cette progression nette des revenus n'aura été que de courte durée, et elle n'a pas non plus bouleversé la hiérarchie des revenus entre spéculations agricoles. Avec 26,6 k€/UTA non salariée en 2022 selon le RICA, le résultat courant avant impôts des éleveurs bovins viande restait bien en deçà du revenu moyen de l'exploitant agricole français (56,0 k€/UTANS).** Des signaux de longue durée s'avèrent plus que nécessaires pour enrayer la décapitalisation qui se poursuit et qui découle du manque de renouvellement des actifs dans les exploitations et de la reconversion vers les cultures d'exploitations auparavant diversifiées.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

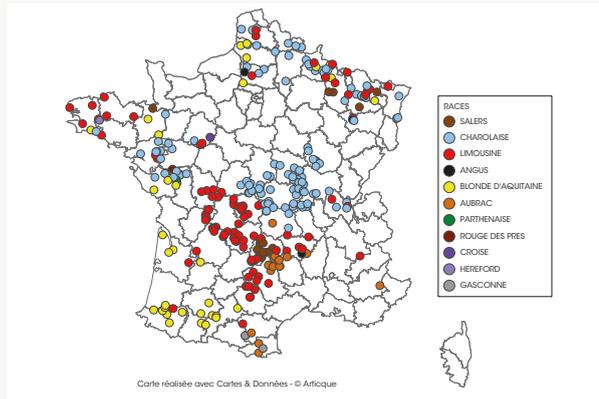
FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



La base nationale des Réseaux d'élevage Bovins Viande compte 314 exploitations en 2022 dont 252 exploitations conventionnelles. Dans le cadre de la nouvelle programmation INOSYS Réseaux d'élevage 2022-2027, des changements ont eu lieu sur l'échantillon des fermes en suivi.

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artlique

Résultat courant : ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au revenu disponible, calculé selon une approche « trésorerie ».

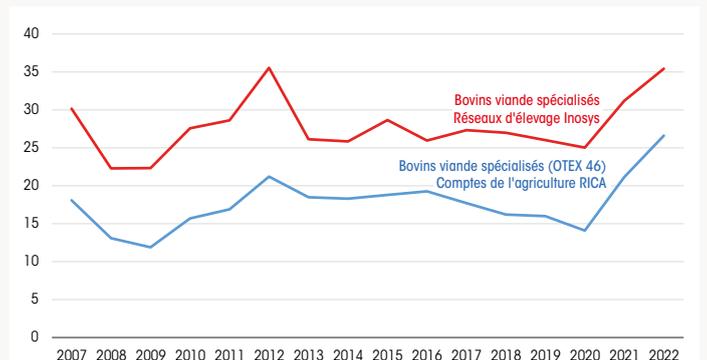
Résultat courant avant impôts : ce résultat se calcule avant l'impôt sur les bénéfices et les cotisations sociales des exploitants n'y sont pas déduites.

DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Les fermes d'élevage des Réseaux Inosys pour lesquelles ces estimations de revenus sont réalisées sont sélectionnées pour représenter la diversité des systèmes performants, avec des résultats technico-économiques bien supérieurs à la moyenne des revenus des fermes professionnelles françaises mesurées par le RICA.

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

Milliers d'euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage, RICA et estimations propres.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2023 ET MÉTHODOLOGIE



Les estimations des revenus 2023 sont établies à partir d'un panel de **252 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2022 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants (RC).

Plus d'informations : <https://idele.fr/filieres/bovin-viande>

- > Les dossiers techniques
- > les hypothèses d'évolution de prix
- > le nouveau Réseau Inosys (Observatoire et Réseaux thématiques)

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2023

Les résultats 2022 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2023 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2022 et 2023 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres.

Les prix sont publiés par FranceAgriMer et traités par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal.

Estimation des aides

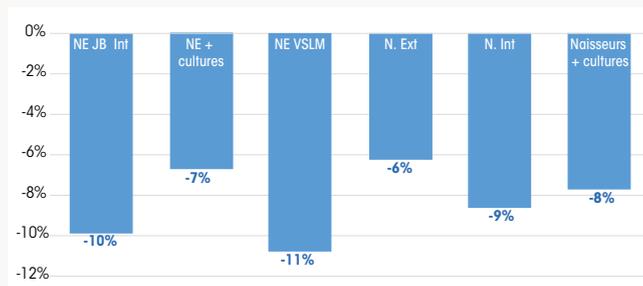
Les aides de la PAC perçues en 2023 ont été actualisées en s'appuyant sur les relevés de situation PAC des éleveurs. Les montants du relevé de situation ont été ramenés à 100% (pour prendre en compte les avances) et les montants transmis par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire le 20 décembre 2023 ont été appliqués :

Estimation de l'évolution des différentes aides de la PAC perçues par système d'exploitation entre 2023 et 2022

AIDES DÉCOUPLÉES	DPB	Moyenne réserve France (€/ha) avec stabilisateur	121,92 €/ha
		Niveau de base	
Eco-régimes	Niveau supérieur		63,72 €/ha
	Bonus Haies		7 €/ha
Paiement Redistributif	Montant		49,40 €/ha
	JA	Transparence GAEC appliquée	4 300 €/exploitation
AIDES COUPLÉES	Aide à l'UGB	Niveau de base	54 €/UGB
		Niveau supérieur	98 €/UGB
	Aide au veau sous la mère	€/tête	66 €/tête

Source : Information ministérielle du 20/12/2023

ÉVOLUTION DES AIDES PAC ET CONJONCTURELLES 2023/2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage et informations ministérielle du 20/12/2023

L'ICHN et les MAEC ont été reconduites en 2023 à l'identique des aides perçues en 2022. Les estimations des revenus 2023 ne tiennent pas compte des éventuelles aides à venir : aides tempêtes et inondations (Ouest / Nord), aides sécheresses pour les Pyrénées Orientales et la Nièvre, aides sanitaires MHE.

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2023

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2023 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences et protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2021/mai 2022 et juin 2022/mai 2023.

En 2023, tous les postes de charges sont en hausse hormis le carburant. Les évolutions des postes les plus impactantes sont :

IPAMPA	ÉVOLUTION 2023/2022
ENGRAIS	Sur les surfaces herbagères : + 20,3 % (IPAMPA Simples azotés) - Sur la sole céréalière : +25,9 % (IPAMPA Engrais et amendements)
SEMENCES	+ 8,1 %
FERMAGE	+ 5,6 %
ALIMENTS ACHETÉS	+ 1,3 %
FRAIS VÉTÉRINAIRES	+ 5,3 %
CARBURANT	- 4,0 %
SALAIRES	+ 5,4 %
FRAIS GÉNÉRAUX	+ 3,6 %

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE : HIVER 2020-2022

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries est composé de près de 570 comptabilités d'exploitations bovines viande avec des clôtures d'hiver (septembre-décembre), à échantillon constant entre 2020 et 2022. Cet observatoire est permis grâce aux partenariats avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. Les résultats sont analysés par zone géographique : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire majoritairement (pour le bassin Charolais "historique"). L'Observatoire propose des indicateurs semestriels permettant d'objectiver l'évolution de la situation financière sur un échantillon représentatif des élevages bovins, à partir de données réelles et de façon réactive dans les 6 mois.

Pour en savoir plus : <https://idele.fr/detail-article/observatoire-de-lendettement-et-des-trésoreries-des-elevages-bovins-lait-et-viande-hiver-2022>

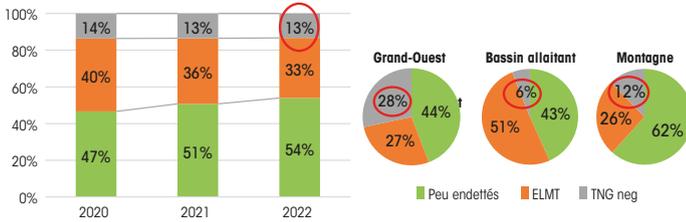
LA TRÉSORERIE : UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE

Afin de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant, une approche axée sur la trésorerie est aussi informative. Le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise. La trésorerie nette globale est aussi un indicateur essentiel pour évaluer la santé financière de l'entreprise. Ainsi, l'Observatoire de l'endettement et des trésoreries analyse finement, par zone géographique et par niveau d'endettement : l'utilisation du revenu disponible (prélèvements privés et marge de sécurité), le financement des investissements et la proportion d'élevages ayant une trésorerie nette négative.

TRÉSORERIE : AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉLEVAGES ALLAITANTS

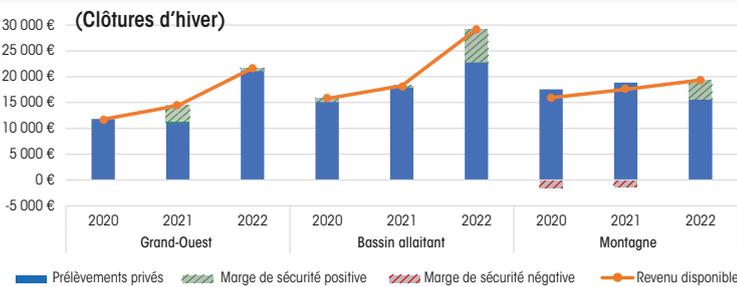
13% D'EXPLOITATIONS EN SITUATION CRITIQUE

Répartition des exploitations selon les groupes d'endettement : clôtures d'hiver.



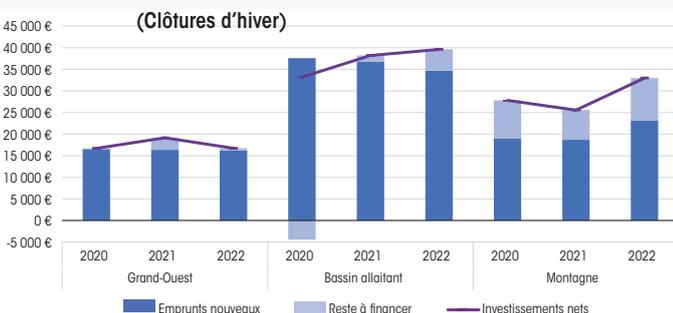
Source : Étude CNE « hiver 20-22 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : SEULS LES ÉLEVAGES DU BASSIN ALLAITANT ONT VU LEURS PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET LA MARGE DE SÉCURITÉ S'ÉTOFFER



Source : Étude CNE « hiver 20-22 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT : INVESTISSEMENTS CONTRASTÉS ENTRE RÉGIONS



Source : Étude CNE « hiver 20-22 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

En 2022, la part des exploitations endettées à long et moyen terme avec une trésorerie nette positive (le groupe « ELMT ») a diminué, tandis que la part des peu endettés augmente. Cependant, les exploitations endettées à long et moyen terme avec une trésorerie nette négative, regroupées sous le nom « TNG neg », représentent encore 13% des exploitations de l'Observatoire, avec une proportion toujours plus importante dans le Grand-Ouest (28%). Leur situation financière est restée sévèrement impactée : leurs dettes court-terme étant plus de 2,6 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations).

Fin 2022, le produit brut des élevages de l'échantillon a évolué en nette hausse par rapport à l'année précédente pour les élevages de l'échantillon localisés dans le Grand-Ouest et le Bassin Allaitant. En Montagne, la hausse a été plus modérée. Les charges ont fortement augmenté sur les trois zones avec notamment la flambée du prix des carburants, des engrais et des aliments achetés. Malgré cela l'EBE a augmenté sur les trois zones mais de manière moindre pour les élevages de Montagne.

Les annuités ont évolué de manière très hétérogène entre les zones en 2022 : stables dans le Bassin Allaitant, en hausse dans le Grand-Ouest et en baisse en Montagne. Le revenu disponible a connu une nette amélioration, même s'il est resté à un niveau restreint : 22 300 €/UTH familiale. S'il apporte un peu de souplesse chez les éleveurs du Bassin Allaitant qui ont pu augmenter leurs prélèvements privés (PP) et constituer une marge de sécurité, ce n'est pas le cas dans les autres régions, où ils ont dû choisir entre une hausse des prélèvements privés sans marge de sécurité (GO) ou rogner sur les PP pour constituer un début de marge de sécurité (Montagne).

Les investissements ont été contrastés en 2022 : en hausse dans le Bassin Allaitant et en Montagne, et en baisse dans le Grand-Ouest avec une diminution de la part autofinancée.

Pour tous les élevages, l'augmentation des produits a permis de compenser la hausse globale des charges de 2022 et ainsi d'améliorer leur situation financière.

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

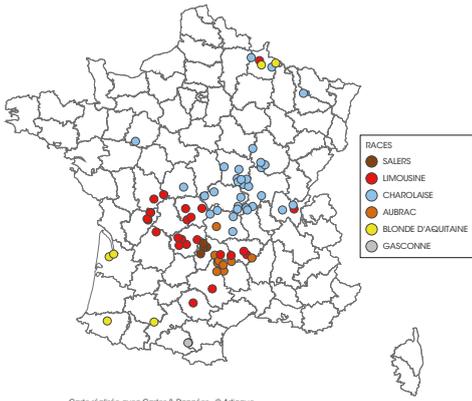
Un revenu qui atteindrait 26 000 € avec la bonne tenue des cours en maigre et en gras



DONNÉES REPÈRES

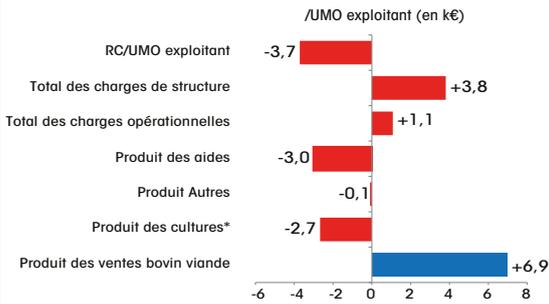
- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 176 ha de SAU dont 159 ha de SFP
- 100 vaches allaitantes et 151 UGB
- Productivité moyenne : 315 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 77 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2023, le produit viande a progressé grâce à des cours des brouards qui se sont maintenus tout au long de l'année à plus de 3 €/kgv quelle que soit la race. Il ne compense qu'en partie la baisse des aides PAC et la légère hausse des charges. Toutefois le résultat courant/UMO se maintiendrait à plus de 25 000 €/UMO, niveau jamais atteint avant 2022 pour des élevages naisseurs extensifs.

Une bonne tenue des cours du maigre dès le début d'année soutient le revenu

Pour notre échantillon, le produit bovin viande a augmenté en moyenne de +8% mais un retour à une saisonnalité automnale expliquerait les écarts de produits bovins viande entre les exploitations. Les éleveurs ayant commercialisé leurs animaux maigres (brouards repoussés) sur le premier semestre 2023 ont connu une très nette évolution du produit bovin viande puisque les cours des brouards limousins, aubrac et salers ont progressé de +21,5% par rapport au premier semestre 2022 (+18,4% pour les charolais). À l'automne, l'arrivée de la MHE, la fermeture du marché algérien, ouvert depuis peu, mais surtout une demande moindre, expliquent l'inflexion des cours de certaines catégories animales (-2% des brouards salers /automne 2022), modérant la hausse du produit bovins viande.

Baisse de 6% des aides totales

La nouvelle PAC impacte ces systèmes : avec une baisse de -4% du montant des aides par rapport à 2022. Face à une hausse modeste des aides découplées (+2% en moyenne), les aides couplées bovines ont chuté de -20%. Les élevages allaitants de la zone Massif central ont été impactés fortement en 2022 par la sécheresse. Pour plus d'un éleveur sur deux suivis, l'indemnité conjoncturelle s'est élevée en moyenne à 2 530 €/UMO. Ces aides conjoncturelles disparaissent en 2023. Finalement, la baisse des aides représenterait -3 000 €/UMO exploitant soit -6% par rapport à 2022, dont 2% sont liés à l'aide sécheresse 2022.

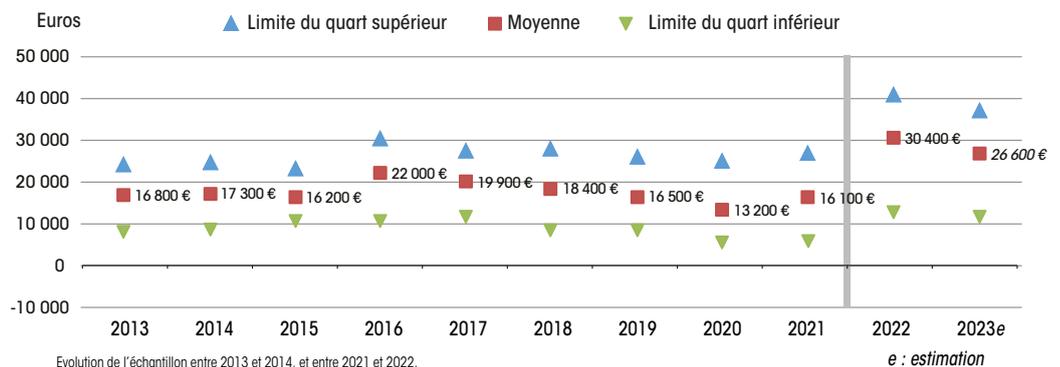
Des charges opérationnelles contenues

Pour 2023, la pousse de l'herbe printanière a permis de constituer des stocks, en quantité mais de qualité médiocre. Ainsi pour la majorité des élevages, les charges opérationnelles animales sont contenues en l'absence d'achats exceptionnels de fourrages. Le poste de charges des concentrés serait stable par rapport à 2022. L'impact du poste engrais sur les prairies, en hausse de +22%, explique l'essentiel de l'augmentation des charges opérationnelles de +2,6%/2022.

Le résultat courant se maintiendrait à plus de 25 000 €/UMO

La hausse du produit total (+1 900 €/UMO) ne couvre que partiellement celle des charges de structure, estimée à + 3 800 €/UMO. Les autres postes de charges en moyenne suivraient l'inflation (+4%), avec des dépenses en carburants orientées à la baisse (-4%) et des charges MSA, liées aux revenus des années antérieures, en nette hausse (+16%). Ainsi le revenu courant baisse de 12% d'une année sur l'autre à 26 600 €/UMO exploitant. Malgré ce tassement, les éleveurs naisseurs extensifs bénéficieraient, en moyenne d'un résultat courant supérieur à 25 000 €/UMO pour la seconde année consécutive. Toutefois même si cette progression de +53% (en euros courants) par rapport à la décennie passée est notable, elle n'est pas suffisante pour leur permettre de se constituer une marge de sécurité.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014, et entre 2021 et 2022.
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

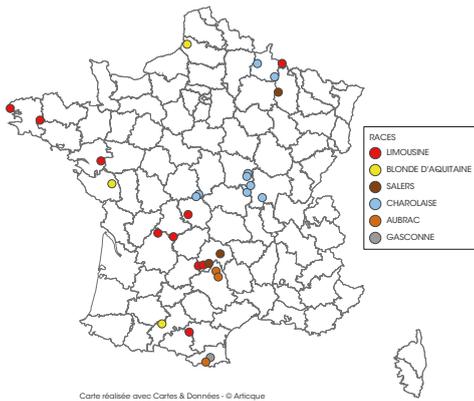
La hausse du produit viande limite les impacts de la nouvelle PAC et l'augmentation des charges



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 122 ha de SAU dont 104 ha de SFP
- 94 vaches allaitantes et 145 UGB
- Productivité moyenne : 316 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



En 2023, l'évolution du produit bovins viande des naisseurs intensifs a été encore très sensible à la date de commercialisation des broutards. La baisse des cours automnale, des broutards de races rustique et charolais, a limité la hausse du produit bovin viande des éleveurs commercialisant leurs animaux à l'automne. Globalement, le résultat courant diminuerait à 25 000 €/UMO, en raison de la baisse des aides PAC et de l'augmentation des charges.

Vers un retour de saisonnalité des ventes

Le produit bovin viande a augmenté moyenne de +8% /2022. Toutefois, la progression, supérieure à +21% /2022, des cours des broutards au 1^{er} semestre 2023 a bénéficié aux éleveurs commercialisant leurs animaux en début d'année. Il en a été de même pour les femelles finies. À l'automne, l'arrivée de la MHE ainsi qu'une moindre tension entre l'offre et la demande par rapport à 2022 a perturbé les échanges de broutards, se traduisant par une baisse des cours pour les animaux de race salers (-2% /automne 2022) et pour les broutards charolais sur la fin de l'année. Les cours des vaches, à plus de 5,3 €/kgc tout au long de l'année, viennent amoindrir l'impact de la baisse automnale des mâles maigres.

Baisse de 9 % des aides

La nouvelle PAC a réduit de -7% le montant des aides reçues par les naisseurs intensifs : sous l'effet d'une baisse concomitante des aides découplées et des aides couplées de respectivement -2% et -22%. Les élevages allaitants de la zone Massif central ont été impactés fortement en 2022 par la sécheresse. Pour plus d'un éleveur sur deux suivis, l'indemnité conjoncturelle s'est élevée en moyenne à 1 774 €/UMO. Ces aides conjoncturelles disparaissent en 2023. Finalement, la baisse des aides représenterait -3 000 €/UMO exploitant soit -9% par rapport à 2022, dont 2% sont liés à l'aide sécheresse 2022.

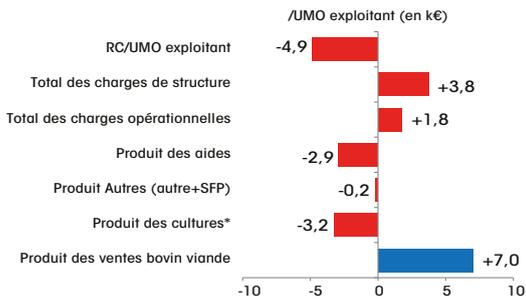
Le poste engrais en forte augmentation

Pour 2023, les conditions météorologiques du printemps ont été favorables à la pousse de l'herbe, permettant de constituer des stocks en quantité mais de qualité médiocre. Le premier poste des charges opérationnelles est composé à 36% par les charges de concentrés. Ces dernières seraient stables par rapport à 2022. En revanche, le poste engrais et amendements, second poste (avec 19% du total des charges opérationnelles), augmente de +21% et expliquerait en grande partie l'augmentation des charges opérationnelles de +4%.

Un résultat courant moyen de plus de 25 000 €/UMO

Les charges de structure augmenteraient de +3 800 €/UMO, soit + 5,4%. Les charges sociales, liées aux revenus des années antérieures, flambent (+28%) et approcheraient les 10 880 €/exploitation en moyenne. Seul le poste carburant diminuerait de -4% /2022, tandis que les autres postes de charges suivraient l'inflation (+4%). Malgré une baisse de revenu de -16% /2022, les éleveurs naisseurs intensifs verraient leur résultat courant dépasser les 25 000 €/UMO pour la seconde année consécutive. Cette progression du revenu de +50% (en euros courants) par rapport à la décennie passée permet aux éleveurs de souffler après les années d'aléas consécutifs mais n'est pas suffisante pour constituer une marge de sécurité.

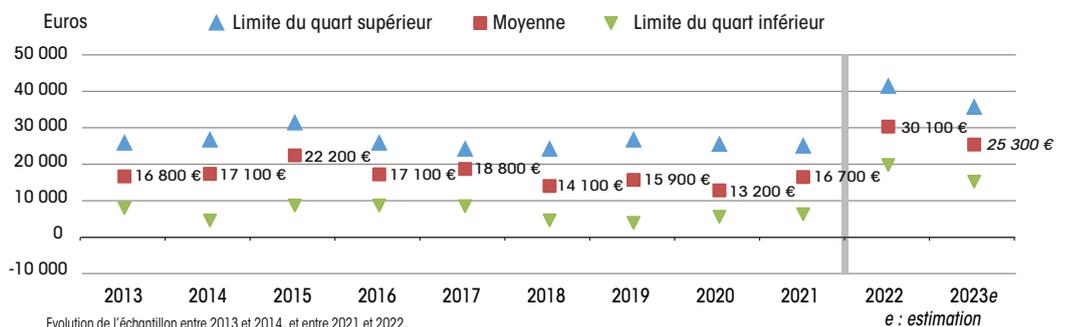
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

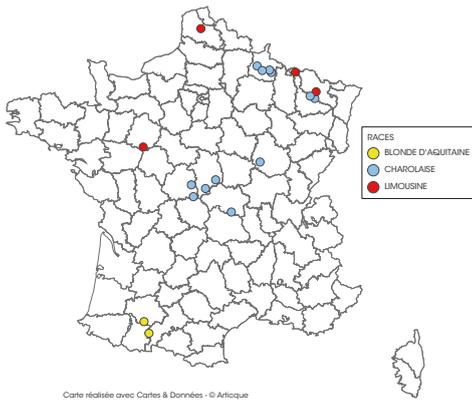
Des exploitations fortement impactées par un effet ciseaux sur l'atelier cultures



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 245 ha de SAU dont 109 ha de SFP
- 89 vaches allaitantes et 139 UGB
- Productivité moyenne : 335 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Dans ces exploitations réparties essentiellement dans les bassins de polyculture-élevage du Nord-Est et de Centre-Bourgogne, l'atelier de cultures de vente pèse fortement sur l'évolution des résultats. La poursuite de la hausse des charges et surtout la baisse des produits des cultures provoquent une forte chute du résultat courant moyen ramené à 20 000 €/UMO, soit le niveau de 2019-2020.

Concurrence et synergie des ateliers

Plus de la moitié des surfaces de ces exploitations sont en moyenne dédiées aux cultures même si une part d'entre elles est valorisée par les animaux. Le recours aux concentrés produits sur l'exploitation n'est pas systématique : ils représentent de 0% à 88% des concentrés consommés. Sur un échantillon constant ces 9 dernières années, on observe en 2022 une réduction de la SFP au profit des cultures ; il est possible que les cours de 2021 et 2022 aient incité les éleveurs à privilégier les cultures malgré les sécheresses subies, en diminuant le nombre d'UGB en parallèle. Les reports de stocks de la campagne fourragère 2021 avaient permis de compenser la sécheresse de 2022, mais les stocks de fin d'hiver 2022-2023 étaient au plus bas. La bonne année fourragère de 2023 a donc permis de reconstituer des stocks et a évité des achats supplémentaires.

Baisse du produit des exploitations sous l'effet de l'atelier culture

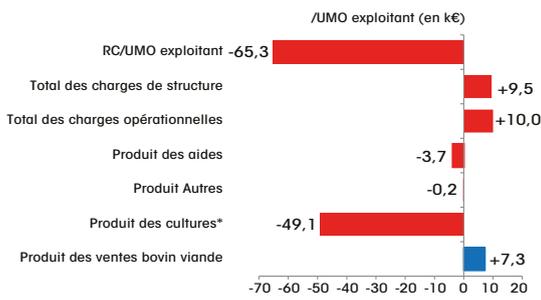
Le produit total estimé diminue en moyenne de plus de 10% par rapport à 2022. Après la progression déjà observée en 2022, le produit viande augmente de nouveau en 2023 (+ 8% en moyenne) grâce aux cours soutenus du maigre et des femelles finies. Après un sommet atteint en 2022, le produit cultures chute quant à lui de 27% en moyenne. Il perd 10 points dans la part du produit total hors aides, pour revenir à 54%. Cette baisse découle essentiellement de la chute des cours et aussi parfois de la baisse des rendements des cultures de vente (surtout colza). La variabilité de l'évolution de ce produit est forte, en lien avec celle des conditions pédoclimatiques et de la diversification des assolements, en partie liée à la réforme de la PAC. À la baisse de produit de l'atelier cultures s'ajoute celle des aides (-8 % en moyenne) avec un impact de la PAC estimé important sur les aides couplées animales (-25%).

Une année fourragère favorable bienvenue pour la maîtrise des charges

La bonne année fourragère a évité des surcoûts alimentaires. Les charges opérationnelles de l'atelier bovin sont stables mais l'impact de la hausse des intrants, notamment des engrais, est important sur les charges des surfaces fourragères et des cultures. Si le poste carburant est en léger retrait en 2023 (-4% /2022), les autres charges de structure ont suivi l'inflation. De plus les prélèvements sociaux ont fortement progressé suite aux très bons résultats de 2021 et 2022.

Ainsi, les bons résultats de l'atelier viande sont loin de compenser la chute du produit des cultures de vente. De plus, le poids des charges sur la campagne 2023 dégrade significativement l'EBE (-30% à -60%). Au final, le résultat courant dégringole de -76% à 20 000 €/UMO, d'autant plus que les amortissements progressent dans la plupart des exploitations de l'échantillon. L'effet ciseaux redouté dans ces systèmes se concrétise donc en 2023.

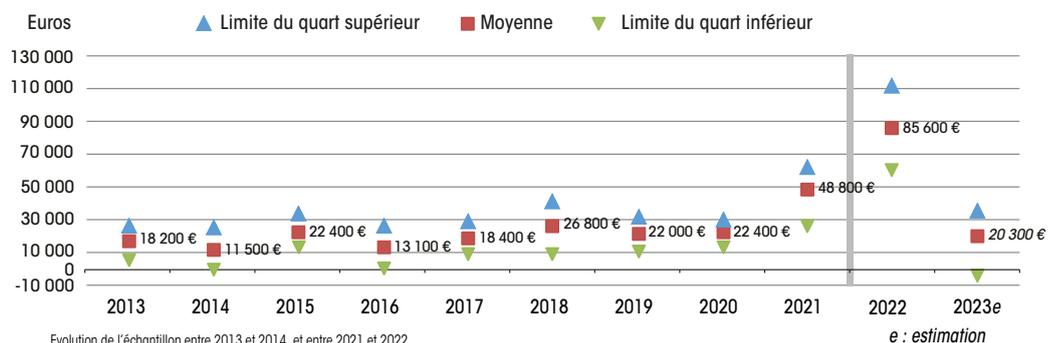
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

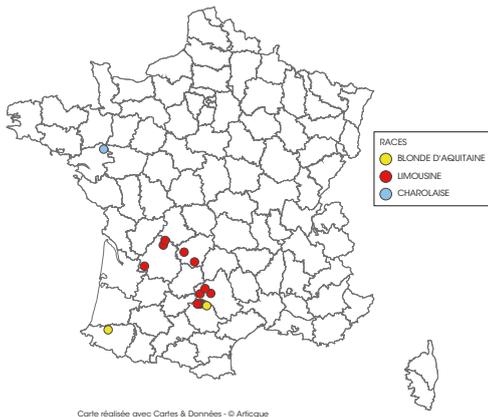
Le revenu retombe à 20 000 €



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 122 ha de SAU dont 94 ha de SFP
- 86 vaches allaitantes et 107 UGB
- Productivité moyenne :
 - 266 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
 - 332 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségala)

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Ce système de production regroupe des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande rosée claire) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veaux d'Aveyron et du Ségala. Après une année 2022 remarquable, soutenue par des aides conjoncturelles et des économies de charges, le revenu 2023 a retrouvé son niveau moyen, sous l'effet de la baisse prononcée des aides couplées animales et de la poursuite de la hausse des charges de structure.

Malgré la revalorisation des prix des veaux labels, l'aide à l'UGB pénalise le revenu

La diminution de l'offre de veaux légers sous la mère a contribué à faire évoluer les prix à la hausse, avec un marché qui poursuit son œuvre de segmentation favorisant les veaux les plus « qualitatifs ». Côté veaux d'Aveyron et du Ségala, la prise en compte des hausses de coûts de production dans les contrats permet également une progression des prix en 2023.

Toutefois, malgré une conjoncture bovine plutôt favorable, les exploitations ont subi une baisse du produit cultures, et des aides directes. La mise en œuvre de la nouvelle aide couplée à l'UGB provoque une chute de près de 30% des aides couplées dans des troupeaux qui comptent peu de génisses de renouvellement et jusqu'à 20% de tantes laitières participant à la production de viande.

L'inflation sur les engrais se répercute sur les charges

Si les coûts d'alimentation ont baissé de -2%/2022 (malgré des achats supplémentaires liés à la sécheresse), la hausse des prix des engrais (+22%/2022) explique l'essentiel de la hausse des charges opérationnelles de +4%.

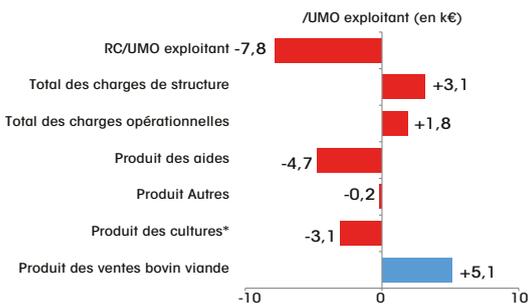
Les dépenses de structure poursuivent également leur hausse (+3%/2022) : matériaux et prestations-services agricoles pèsent sur les charges. Le renchérissement des frais de mécanisation s'explique aussi par des récoltes fourragères conséquentes pour refaire les stocks, notamment en enrubanné, dans un contexte inflationniste.

Le revenu orienté à la baisse

Les cours favorables des veaux sous la mère et le repli de certaines charges (alimentation, énergie) ne suffisent pas à compenser la hausse des charges de structure et la baisse des aides couplées animales.

Ainsi, le résultat courant 2023 est estimé à 20 000 € par UMO exploitant, soit une forte baisse de -28% /2022, ce qui ne le ramène guère qu'à 2 000 € seulement au-dessus de son niveau de 2021.

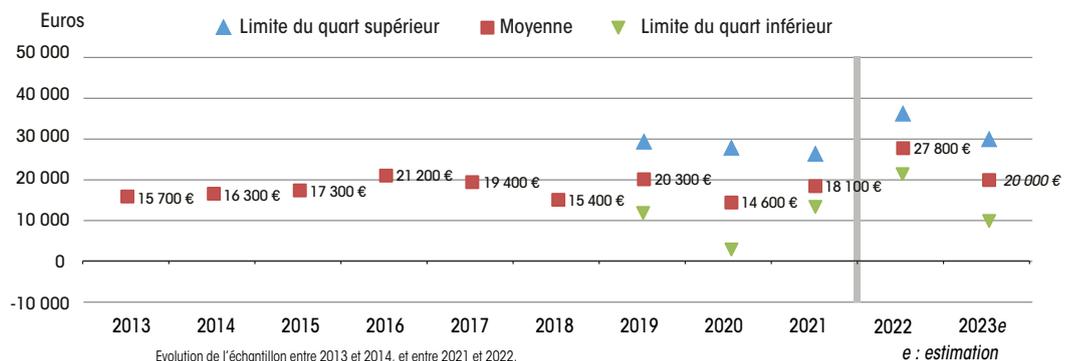
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

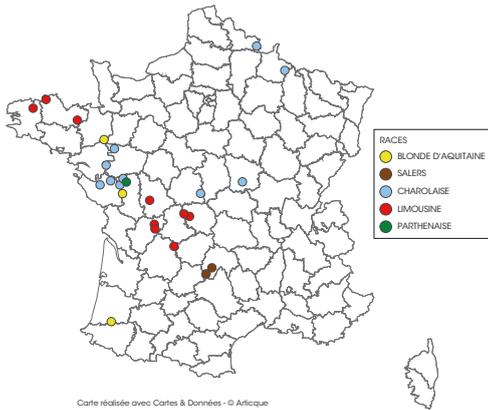
La hausse du produit viande ne compense pas la chute du produit des cultures et l'augmentation des charges.



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 153 ha de SAU dont 124 ha de SFP
- 118 vaches allaitantes et 210 UGB
- Productivité moyenne : 408 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



Le résultat courant des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins intensifs en 2023 chute (-21 % /2022) selon nos estimations. La hausse des produits viande (+6% /2022) ne compense pas la baisse des produits des grandes cultures et la hausse des charges.

La conjoncture favorable des animaux finis ne permet pas d'enrayer la baisse de produit en 2023

En 2023, le produit de la vente des bovins viande a progressé de +11 700 €/UMO sous l'effet d'une valorisation supérieure pour les vaches de réforme et les génisses de boucherie, de respectivement +7% et +8% /2022. De même, les cours des jeunes bovins ont progressé, selon les races et les régions, de +5% à +6% par rapport à 2022.

La chute du cours des céréales et les rendements hétérogènes entre les régions expliquent la forte baisse du produit cultures, estimée à -7 300 €/UMO, soit -21% /2022. En effet, ces systèmes naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins spécialisés, qui commercialisent une part significative de leurs surfaces en cultures (42% en moyenne dans l'échantillon) sont impactés par la chute du prix du blé et des oléagineux (-30% /2022).

De plus les aides PAC ont fortement baissé de -4 900 €/UMO, surtout en raison de la diminution des aides couplées (-24% /2022) liée à la réforme de la PAC 2023. Les aides découplées ont plus modestement diminué (-3% /2022). Enfin, ces élevages n'ont pas perçu d'aides conjoncturelles en 2023. Pour mémoire, celles-ci représentaient 1 169 €/exploitation en 2022, notamment du fait de la sécheresse.

Une hausse limitée des charges opérationnelles permise par le retour d'une année fourragère normale

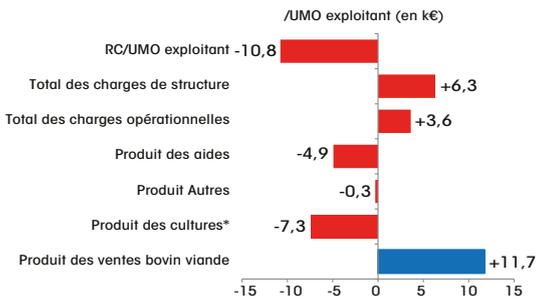
Les exploitations ont bénéficié de conditions climatiques favorables en 2023 propices à la production fourragère. Elles ont ainsi acheté moins de fourrages. Les économies réalisées dans la distribution d'aliments permettraient une baisse de -29% du montant des fourrages achetés par rapport à 2022. Malgré tout, les charges opérationnelles seraient en hausse de +3 600 €/UMO en 2023, sous l'effet principalement du cours des engrais (+22% par rapport à 2022).

Des charges de structure croissantes

Les charges de structure ont augmenté en 2023, de +6 300 €/UMO d'après l'échantillon, principalement du fait de la hausse des cotisations sociales (+24% /2022) en lien avec les résultats supérieurs enregistrés en 2022. L'EBE/UMO baisse ainsi de 11% pour atteindre 70 195 €/UMO. Les amortissements et l'entretien du matériel accusent des hausses respectives de +4% et de +8% par rapport à 2022.

Estimé à 40 600 €/UMO en 2023, le résultat courant des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins intensifs subirait une chute conséquente de -21% /2022, mais reste cependant bien supérieur aux revenus réalisés de 2013 à 2021.

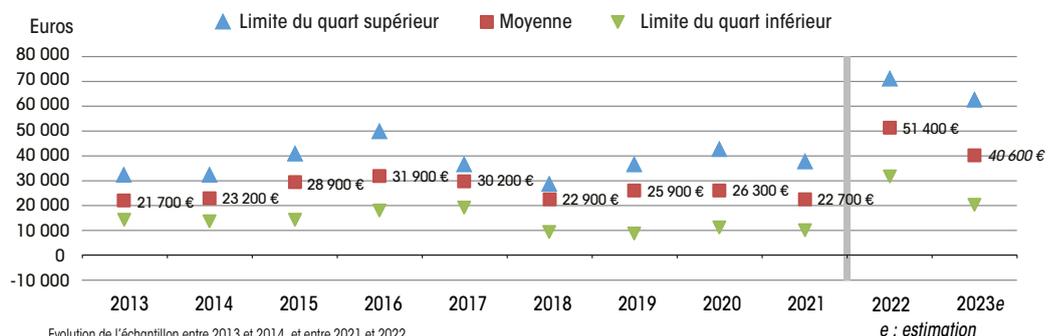
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

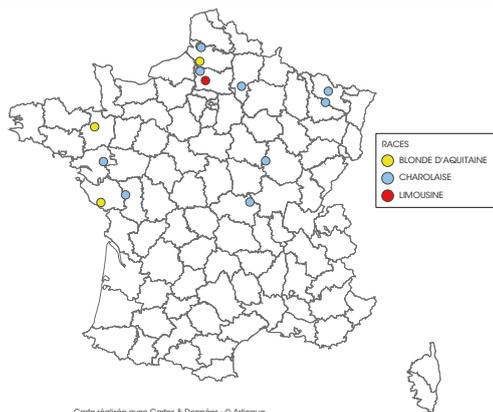
L'atelier viande amortit la chute des résultats économiques



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 234 ha de SAU dont 110 ha de SFP
- 97 vaches allaitantes et 202 UGB
- Productivité moyenne : 492 kg viés par UGB

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



Essentiellement localisées dans les zones de polyculture du Bassin parisien, ces exploitations de polyculture-élevage finissent tous leurs animaux. Les ateliers élevage et cultures contribuent quasiment à parts égales aux résultats économiques. Après un résultat exceptionnel en 2022, le résultat courant, estimé à 45 000 €/UMO en moyenne dans l'échantillon, est redescendu au niveau de 2021.

Des systèmes de polyculture élevage intensifs et productifs

Les conduites des surfaces sont intensives avec un chargement moyen de 1,7 UGB/ha SFP (de 1,3 à plus de 2 UGB/ha SFP) dans les ateliers sans achats de broutards extérieurs. Le recours au maïs ensilage ou aux coproduits est généralisé et la quantité de concentrés dépasse 1 t/UGB en moyenne.

La productivité des animaux est élevée : 420 kgw/UGB en moyenne dans les ateliers sans achats extérieurs et 710 kgw/UGB dans quatre ateliers avec achats.

Baisse du produit des exploitations en lien avec le résultat de l'atelier cultures

Après un sommet atteint en 2022, le retournement des cours, associé parfois à des rendements en retrait, entraîne une chute du produit des cultures de -22% /2022. Après la hausse déjà observée en 2022, le produit de l'atelier viande s'est encore apprécié en 2023 (+7% en moyenne) grâce aux cours soutenus sur l'ensemble de la viande finie, limitant ainsi la perte de produit total à -7%.

À la baisse de produit de l'atelier cultures s'ajoute celle des aides (-7% en moyenne) avec pour la PAC un impact estimé à -1,4% sur les aides couplées animales.

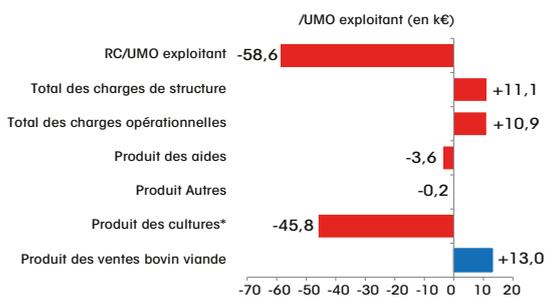
La hausse des charges s'est poursuivie en 2023

Ces exploitations sont moins autonomes et donc plus sensibles au prix des intrants que les systèmes naisseurs. La hausse des charges s'est poursuivie en 2023 mais de manière moins rapide avec une hausse de 7% des charges opérationnelles après +20% en 2022. Un tiers de ces charges concerne le coût des concentrés et les engrais en représentent un quart. Le poste des achats d'aliments a peu évolué et c'est essentiellement le bond du poste engrais, de +24%, qui alourdit les charges opérationnelles en 2023.

Contrairement aux autres postes touchés par l'inflation, le prix du carburant, qui pèse pour environ 15% des charges de structure, a légèrement baissé de -4% /2022. Ainsi, la hausse de +6% du total des charges de structure serait limitée par rapport à 2022, malgré la revalorisation des charges sociales liée aux bons résultats des deux dernières années.

Le poids de l'atelier viande dans ces exploitations permet d'amortir l'impact de la chute du résultat de l'atelier cultures et de la hausse des charges. La baisse d'EBE serait de -35% tandis que celle du résultat courant serait de -60%. Toutefois ce dernier reste à un bon niveau par rapport aux années antérieures à 2021.

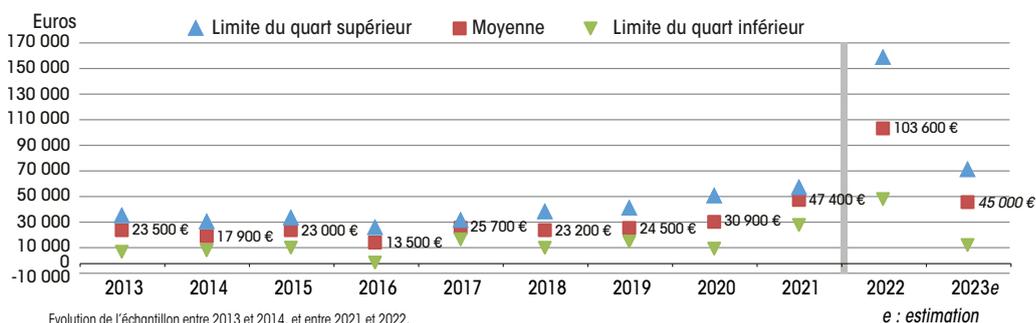
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU

La chute des abattages a maintenu les cours

La filière veau regroupe le veau de boucherie conventionnel et les Veaux allaitants élevés Sous La Mère au lait maternel (VSLM) lorsqu'ils sont abattus avant l'âge de 8 mois.

En 2023, la production française a de nouveau chuté (-6,2%) du fait de départs en retraite d'éleveurs, tant en veau qu'en bovin viande, et de la difficulté à investir avec la hausse du coût de construction et des taux d'intérêt. Dans ce contexte de faibles disponibilités et d'inflation propice à la dé-consommation, la cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O d'atelier a tout de même augmenté. La baisse des abattages de VSLM est à deux chiffres depuis deux ans (faible hausse des cours en 2022, difficultés structurelles de renouvellement des éleveurs) contrairement au veau d'atelier. Le nombre de veaux exportés a plafonné.

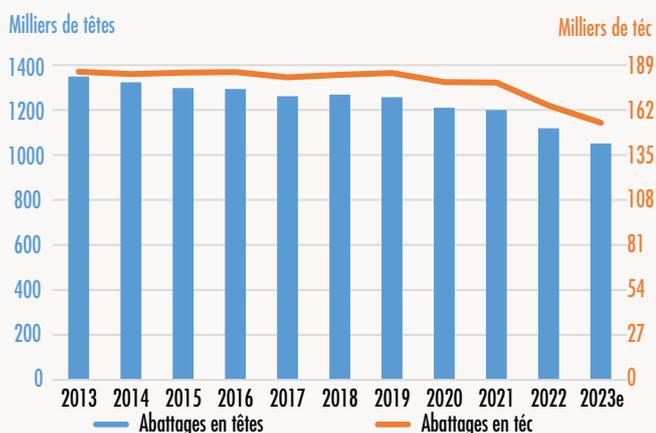
Aux Pays-Bas, la production s'est érodée.



LE MARCHÉ DU VEAU

PRODUCTION FRANCE 2023

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX GRAS EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

154 000 téc

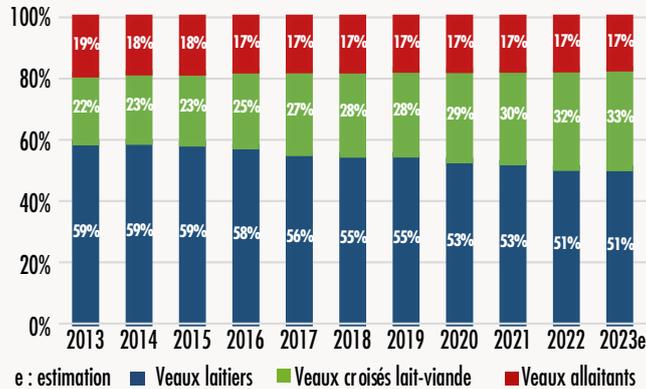
C'est la production de viande de veau en France en 2023, soit -6,2% /2022.

Les abattages ont nettement reculé en 2023 comme en 2022, d'environ -6%. Les départs en retraite plus importants, les difficultés d'installation (coût de construction, taux d'intérêt) et la chute des abattages de veaux sous la mère expliquent la baisse.

Seuls 1 052 000 veaux ont été abattus en France en 2023, en baisse de -6,0% /2022 (-67 000 têtes). Avec le recul déjà important en 2022, la production abattue a perdu 148 000 veaux en deux ans. Les abattages ont été en baisse durant presque toute l'année, avec un moindre recul en mars (-3,0%) du fait de mises en place un peu plus importantes cinq mois plus tôt, à l'automne, au moment du pic des naissances laitières, et pour préparer Pâques, en 2023 le 9 avril. Les abattages ont fortement reculé en septembre (-14% en têtes) du fait des températures anormalement élevées. En effet, habituellement à l'automne, l'arrivée des températures fraîches permet un regain de consommation de veau, notamment à travers des plats mitonnés. Puis, les abattages se sont rétablis, en octobre de +0,8%, avec le climat automnal. L'âge moyen à l'abattage a donc légèrement progressé en 2023 : +1 jour, à 188,6 jours. Mais les mises en place étaient globalement bien ajustées à la demande et le poids carcasse a un peu reculé en 2023 (-0,5 kg) à 146,4 kg.

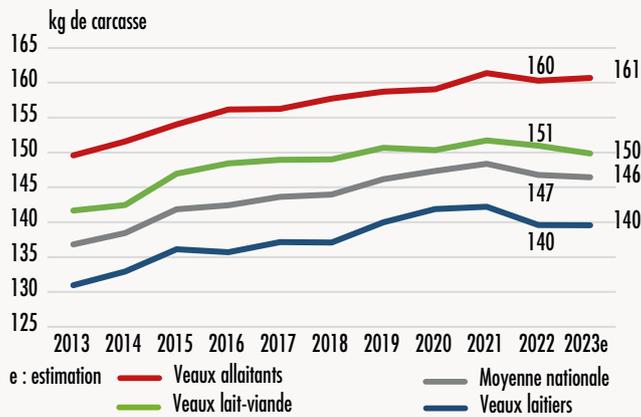
PRODUCTION FRANCE 2023

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



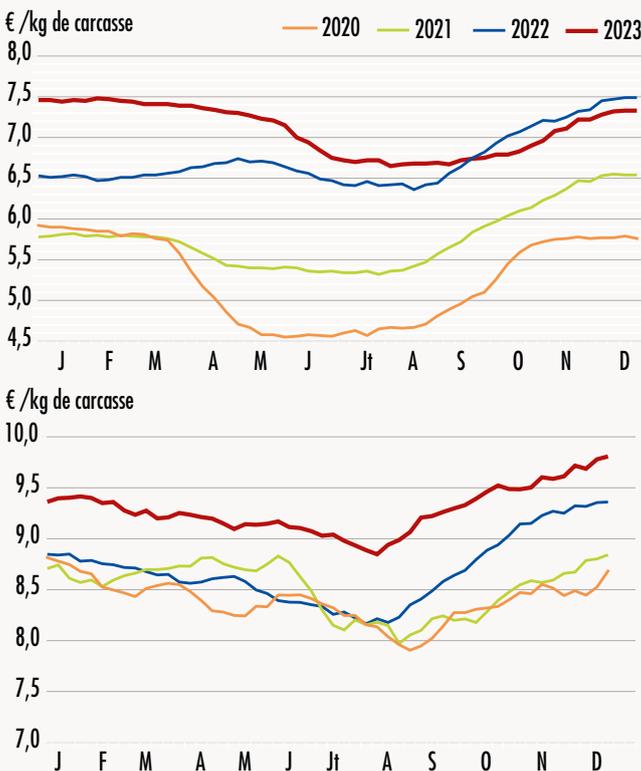
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE, Normabev et estimations propres

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE, Normabev et estimations propres

PRIX DU VEAU ROSÉ CLAIR O D'ATELIER ET DU VEAU ROSÉ CLAIR U AU PIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La part des abattages de veaux gras laitiers purs diminue depuis plusieurs années, tandis que la part des croisés lait-viande augmente, passant de 22% en 2013 à 33% dix ans après, du fait de l'évolution des naissances laitières.

Parallèlement à la contraction des abattages de veaux gras en France (-6,0% en têtes) tous les types de veaux diminuent en valeur absolue dans la production. Les abattages de veaux de race laitière ont chuté de -6,2%, à 533 000 têtes. Ils représentaient à peine plus de la moitié des veaux abattus, contre 59% dix ans plus tôt. Pour la première fois en dix ans, les abattages de veaux croisés lait-viande ont reculé (-4,8%) à 343 000 têtes. Ce recul en 2023 ne contrecarre pas l'évolution historique vers plus de veaux croisés, via la hausse régulière de ces naissances dans les élevages laitiers (cf bas de p. 36).

La part des abattages de veaux gras issus de vaches allaitantes (veaux de boucherie et veaux sous la mère de moins de 8 mois) est demeurée relativement stable (17% des effectifs abattus). Cependant les effectifs engraisés ont chuté de -7,8%, à 176 000 têtes, du fait de la réorientation de veaux sous la mère en broutards depuis deux ans et des départs en retraite des éleveurs.

Le poids moyen des carcasses de veaux a reculé de -0,5 kg en 2023, grâce à une bonne adéquation de l'offre à la demande, par les intégrateurs.

Jusqu'en août, les poids carcasses étaient inférieurs à ceux de 2022, témoignant d'un bon ajustement de l'offre de veaux gras proposée par les entreprises à la demande, en repli du fait de l'inflation générale de 4,9%. Mais en septembre et jusqu'à mi-octobre, les températures presque caniculaires, ont freiné la traditionnelle reprise automnale de la consommation de veau à la rentrée scolaire. Ce basculement vers la consommation automnale de veau n'a eu lieu que mi-octobre.

Le poids moyen des veaux était de 146,4 kg carcasse en 2023 (-0,5 kg). Le poids des veaux croisés lait-viande a reculé d'un kg, à 150kg et celui des veaux laitiers est resté stable (140 kg). Parallèlement à la forte chute des abattages de veaux sous la mère en 2022-2023, les carcasses se sont alourdies (+1 kg).

La cotation du veau rosé clair O s'est bien tenue en début d'année, puis s'est effritée jusqu'en mai. L'arrivée de l'été a entraîné une baisse saisonnière contenue. Climat frais et reprise de la consommation allant de pair, le cours est remonté un peu tard.

À 7,10 €/kg de carcasse en 2023, la cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O élevé en atelier était en hausse plus modeste cette année qu'en 2022 : +5% ou +37 centimes, contre +17% et +97 cts en 2022, atteignant une moyenne annuelle historiquement élevée. Des mises en place prudentes, et le remplacement partiel des départs en retraite parmi les éleveurs, ont entraîné une offre réduite en veaux gras, ce qui a soutenu la cotation.

Les prix des animaux de conformation R, commercialisés en rayon traditionnel, ont suivi une évolution plus modeste : les hausses de prix ont été plus difficiles à passer sur ces produits au prix de base plus élevé, dans le contexte d'inflation. Le cours du veau d'atelier rosé clair R s'est établi à 7,41 €/kg éc en moyenne annuelle (+4% ; +30 cts). **Le veau élevé au pis (sous la mère) rosé clair U** a coté en moyenne 9,29 €/kg éc, en hausse de +7% ou +59 cts, rattrapant une partie seulement du retard pris sur les hausses en 2022.

COÛTS DE PRODUCTION 2023

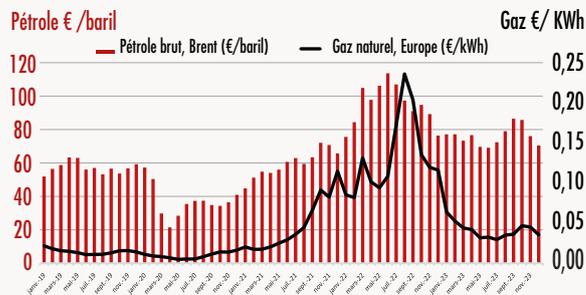
COTATION DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DOUX



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

Au 1^{er} semestre 2023, le prix de la poudre de lactosérum est resté bas, à 694 €/t (-48%/2022 et -10%/2019, ante-covid). Au 2nd semestre, le cours valait en moyenne 693 €/t (-28%/2022 ; +7%/2019). L'IPAMPA aliment d'allaitement pour veau valait 142,5 points (-12,5%/2022) et l'IPAMPA des autres aliments pour veaux (fibres) était à 145,1 pts (+2,9%).

PRIX DU PÉTROLE ET DU GAZ EN EUROPE

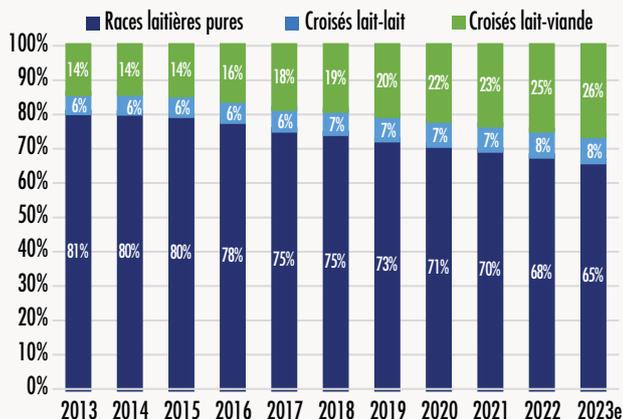


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Banque Mondiale

Le chauffage de l'eau au propane pour l'aliment lacté est à la charge de l'éleveur. Le cours du baril de Brent de Mer du Nord, dont le propane est un coproduit, s'est assagi en 2023 à 76 €/baril en moyenne (-20%/2022, mais +28%/2021).

JEUNES VEAUX LAITIERS 2023

TYPES RACIAUX DES VEAUX NÉS DE VACHES LAITIÈRES



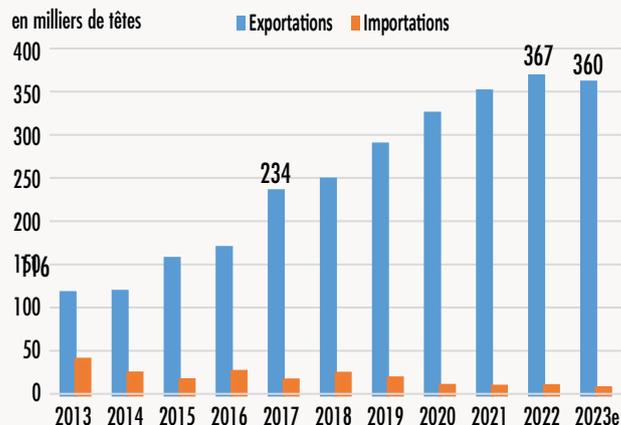
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

En 2023, les naissances de veaux de mère laitière ont de nouveau reculé, de -3,4%/2022 (-110 000 têtes) après -2,6% en 2022, atteignant 3,15 millions de naissances. Ce recul s'explique par la décapitalisation laitière, estimée à -1,9% en 2023, légèrement atténuée depuis juin par de moindres réformes de vaches.

Le repli des mises bas laitières a concerné toutes les catégories de veaux : les mâles laitiers et croisés lait-lait (-4% ou -61 000 naissances) et pour la première fois, les veaux croisés lait-viande, mâles et femelles (-3,5% ou -28 000 naissances) alors qu'en 2022 leur nombre avait encore progressé de +4%/2021. Ce revers des naissances de croisés est lié à la baisse du cheptel, au recul des entrées de génisses et à la réorientation de la reproduction vers davantage de renouvellement (moins d'inséminations viande).

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 160 KG VIF



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE BDNI et estimations propres

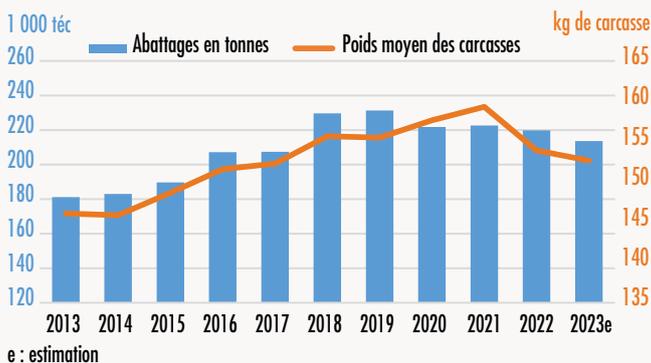
La baisse des naissances n'a que partiellement soutenu le cours des jeunes veaux laitiers, l'engraissement de veaux reculant en France. Le veau mâle de 45-50 kg valait en moyenne 81 €/tête en 2023 (+8%/2022, un prix toujours relativement faible), le veau de 50-55 kg, majoritairement exporté vers l'Espagne, valait 105 €/tête (+6%).

Les exports de jeunes veaux de mère laitière (à 88% vers l'Espagne) ont plafonné en 2023 pour la 1ère fois, à 356 000 têtes (-3%/2022). Les engraisseurs espagnols de JB ont réduit leurs achats de mars à mai (-11%) du fait de la sécheresse qui a provoqué l'interdiction d'irriguer les céréales dans le nord-est du pays et hypothéqué la moisson pour la production d'aliments concentrés. Mais la chute des prix européens des céréales a rassuré sur la capacité à produire de l'aliment à coût supportable et les achats de veaux ont repris durant l'été.

MARCHÉ AUX PAYS-BAS 2023

La production de veaux aux Pays-Bas s'est érodée en 2023, à 214 000 téc (-3% /2022). Le nombre de veaux abattus a moins reculé, de -2% (-28 000 têtes) traduisant l'adéquation de l'offre néerlandaise à la moindre demande en UE.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

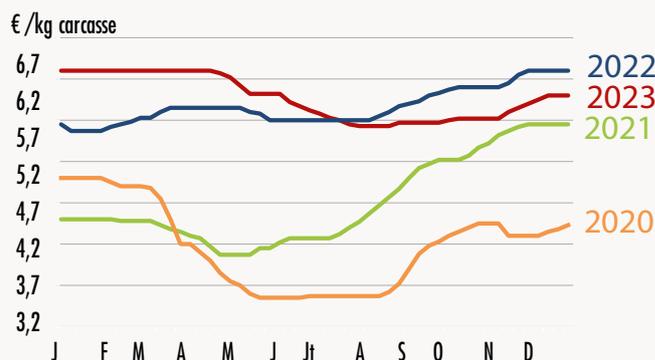
Les abattages de veaux néerlandais se sont légèrement tassés en 2023, le pays perdant 6 000 téc de production, du fait d'une consommation européenne, notamment en Allemagne, Italie et France, réduite par l'inflation. Les envois néerlandais de viande bovine (gros bovin et veau confondus) vers ces trois pays ont reculé respectivement de -3%, -4% et -5% sur les 9 premiers mois de l'année. Les envois ont reculé plus fortement vers les pays tiers pour les mêmes motifs. Le poids moyen des carcasses a diminué de -1 kg en 2023 (après -6 kg en 2022) à 153 kg éc, soit seulement 6 kg de plus qu'en France, traduisant la bonne adéquation entre l'offre et la demande.

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais est restée à un niveau élevé jusqu'à fin avril, puis a entamé une baisse saisonnière traditionnelle, bien que non constatée en 2022. Les

1 400 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2023.

COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

cours ne sont remontés que tardivement, et timidement, fin octobre, après la fin des températures estivales en Europe. À 5,97 €/kg éc, la cotation annuelle du veau gras néerlandais a encore progressé de +11 cts en 2023 (+2%), après avoir bondi de +1,15 € en 2022.

En 2023, les Pays-Bas ont commencé à mettre en œuvre leur politique de réduction des émissions d'azote, tous secteurs économiques confondus. Mi-juin, la plateforme de dépôt en ligne des demandes de rachats de fermes néerlandaises (sur la base du volontariat) a ouvert, en priorité pour les zones Natura 2000. 80 ateliers de veaux de boucherie s'y seraient inscrits, sur les 1 600 ateliers présents dans le pays. Les objectifs de réduction d'azote pourraient à terme réduire la production de veau néerlandais, même si d'autres productions animales, comme le lait, le porc ou la volaille, sont davantage en ligne de mire.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2023

La production de veaux gras en UE-27 a reculé de -3% en 2023, passant sous la barre des 4 millions de têtes, à 3 970 000 veaux, du fait du recul des deux principaux producteurs européens (Pays-Bas : -2% ; France : -6%).

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023e	Evol 2023e/22
Pays-Bas	1 474	1 487	1 407	1 398	1 428	1 400	-2%
France	1 269	1 258	1 211	1 200	1 119	1 052	-6%
Italie	605	620	604	612	597	609	+2%
Belgique	349	337	287	291	305	319	+5%
Allemagne	320	324	312	309	302	299	-1%
Autres pays	359	388	341	334	340	291	-14%
UE à 27	4 376	4 414	4 162	4 143	4 090	3 970	-3%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE Normabev et Anagrafe nazionale zootecnica et estimations propres

D'après nos estimations, un peu moins de 4 millions de veaux auraient été abattus en 2023 en UE. L'Italie aurait conforté sa troisième place, à 609 000 têtes (+2% ; +12 000 têtes). La Belgique consolide sa quatrième position, devant l'Allemagne depuis deux ans, avec une nette hausse de sa production nationale à 319 000 veaux (+5% ou +14 000 têtes/2022) produits. Après avoir été doublée en 2022, l'Allemagne voit sa production grignotée de -1% en 2023 (-3 000 têtes) sous l'effet de la décapitalisation laitière.

En 2023, les cinq pays ont concentré 93% des veaux abattus en UE, contre 90% en 2022. La production dans les autres pays de l'UE-27 a fortement chuté : -14% et -49 000 têtes. Les Pays-Bas restent le premier producteur européen avec 35% des veaux abattus (stable /2022), devant la France (26%, -1 point), l'Italie (15%, +1 point), la Belgique (8%, +1 point) et l'Allemagne (7%, stable).

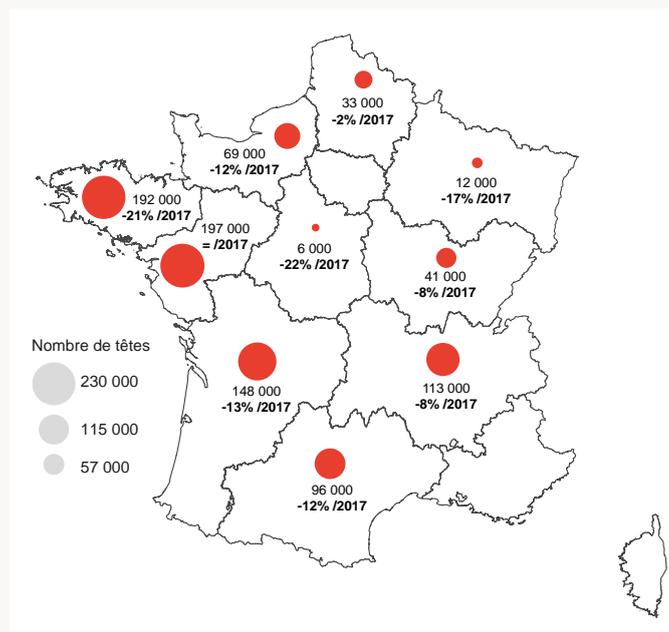
D'après Eurostat et nos estimations, la Suisse maintiendrait sa production à 192 000 têtes ou 24 000 téc (+1%/2022 en têtes et en téc). Le poids moyen des carcasses serait resté stable à 127 kg, maintenant son écart important avec les poids français (-19 kg) et néerlandais (-26 kg).



LOCALISATION DE LA PRODUCTION ET DES ÉLEVEURS

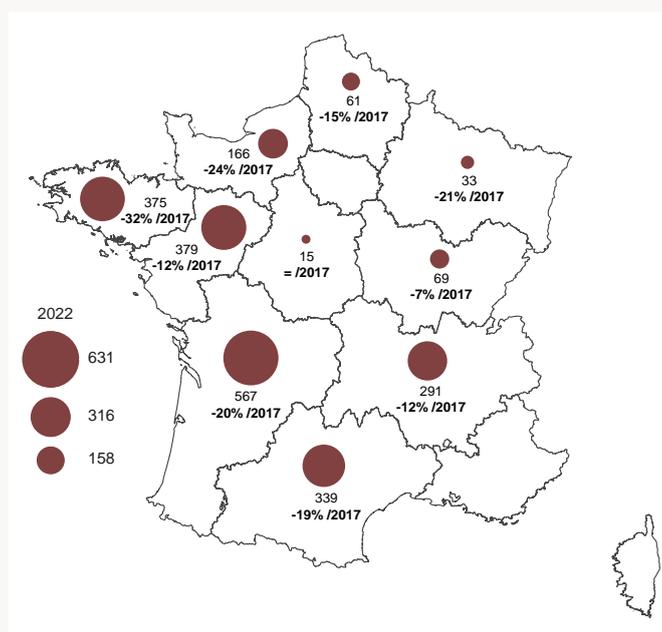
NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2022, COMPARÉ À 2017

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

NOMBRE D'ÉLEVAGES* AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2022, COMPARÉ À 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national veau de boucherie, adossé au dispositif INOSYS, est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux : réseau du GIE Elevages de Bretagne et Observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire, auxquels s'ajoutent la Manche, le Lot, la Dordogne et la Corrèze. **Nous présentons ici les résultats de l'année 2022 et l'estimation pour 2023.**

Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

La très grande majorité des élevages de veaux français sont en intégration : les charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) sont supportées par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (entretien et investissements dans les bâtiments, eau, électricité, énergie...).

Méthode pour estimer le résultat 2023

Nous estimons **le résultat courant** (définition page 26) à l'échelle de l'exploitation. Des indices de variation de prix et de volumes

sont appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon constaté en 2022, à structure constante. Pour les charges, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAs énergie, engrais...) et les données Agreste et Arvalis (produits des cultures). Pour d'autres aspects (prestation, aides...), nous nous appuyons sur l'expertise des conseillers du réseau INOSYS et de représentants des maillons élevage et intégration de la filière veau.

Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 18 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 8 sont situées en Bretagne, 5 en Pays de la Loire, 3 en Normandie, 2 en Nouvelle-Aquitaine. La SAU des exploitations, comprise entre 0 et 55 ha, s'élève en moyenne à 24 ha. La main-d'œuvre est quasi exclusivement consacrée à l'atelier veau (92% en moyenne). Pour chauffer l'eau de l'aliment d'allaitement, 14 de ces ateliers utilisent le gaz, 3 le bois/biomasse/biogaz et 2 le fioul.

6

LE SECTEUR DU VEAU

ENGRAISSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

En 2023, la hausse de la prestation couvre celle des charges, mais pas la baisse de la PAC



DONNÉES REPÈRES

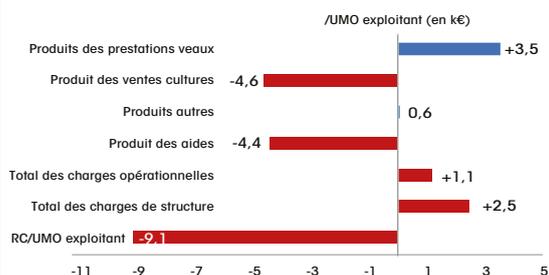
- 1,27 UMO totale dont 1,13 UMO exploitant
- 24 ha de SAU dont 16 ha de grandes cultures et 6 ha de surfaces fourragères
- 463 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 173 jours

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2023, selon nos estimations, l'augmentation du produit par place aurait compensé la hausse des charges de structure et opérationnelles, mais pas la chute des aides PAC, ni celle du produit cultures. Le résultat courant reculerait de 9 100 €, à 25 200 €/UMO exploitant.

En 2022, la prestation veau représente 78% du produit total

Les autres produits sont les aides PAC (10%) et les cultures (12%). Les charges se composent à 88% de charges de structure (part stable), dont les amortissements (40% dont 79% pour bâtiment & installations), suivis de l'énergie et l'eau (14%), de l'entretien des bâtiments & matériels (7%), des cotisations sociales exploitant (10%), des frais de gestion (5% ; en 2021 : 4%), des salaires et travaux par tiers (5%). Les charges opérationnelles (11% des charges totales) regroupent les charges variables végétales, le lavage du bâtiment, la tonte et l'identification des veaux.

En 2022, le résultat courant moyen grimpait à 34 300 €/UMO exploitant

L'accroissement du résultat de 2 000 € s'expliquait par une prestation stable (-5 places/atelier mais +3 € de prestation/place), la hausse des produits des cultures (+ 3 200 €, bons rendements et prix) tandis que les aides PAC s'étaient érodées de 1 000 € (-7%). Les charges de structure progressaient (+900 €, +1%), les éleveurs ayant réduit leur consommation de gaz et d'électricité (-450 €) suite à la hausse de leur prix. Les cotisations sociales bondissaient de 1 800 € (+26%) du fait de la hausse du revenu en 2021-22. Les charges opérationnelles des cultures augmentaient de +1 800 € (+27%) tandis que celles de l'atelier veau reculaient de -650 €, en produits d'hygiène.

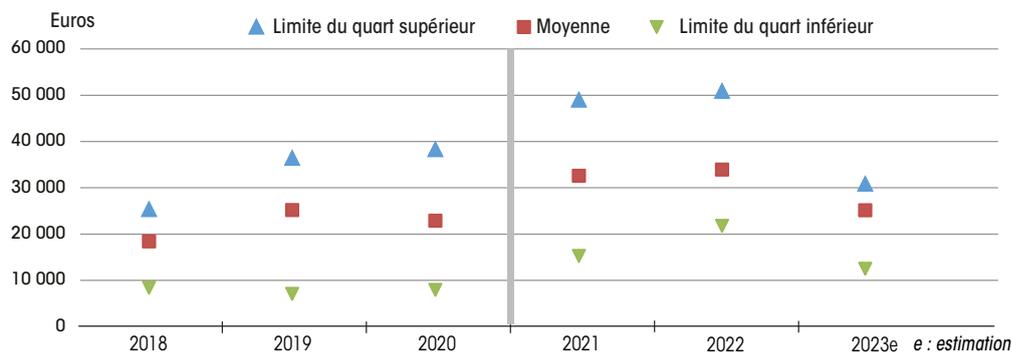
En 2023, le résultat courant estimé aurait chuté de 27% à 25 200 €/UMO expl

En 2023, le résultat aurait reculé de 9 100 € (-27% /2022) selon nos estimations. Les produits baisseraient de 5 500 €. La prestation veau progresse en moyenne de 8 €/place (+3 500 €) pour compenser la hausse de l'électricité (+650 €), des amortissements (+1 300 €) et de la MSA (+1 300 €). Mais pas la chute des aides PAC (-4 400 €) due à la réforme 2023, qui a provoqué un plafonnement des références PAC de certaines fermes. Le produit des cultures chuterait de 4 600 € en raison de la baisse des cours.

Les charges de structure gonfleraient de 2,6% (2 500 €) et les charges opérationnelles, surtout végétales, de 9% (1 200 €).

Les éleveurs ont réduit leur consommation d'énergies en 2022 pour compenser la hausse de leur prix. Les énergies renouvelables sont une piste, en étudiant attentivement le rapport investissement/bénéfices.

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2020 et 2021.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

LES PRÉVISIONS 2024

Baisse de production moindre qu'en 2023

La production de viande bovine devrait baisser en 2024 pour la quatrième année consécutive. La réduction continue des cheptels laitier et allaitant depuis sept ans limite en effet le nombre de bovins disponibles pour la production de viande, malgré la relocalisation de l'engraissement de broutards en jeunes bovins en France qui constitue à court terme la principale parade à cette baisse de production. Une consommation quasi-stable entraînerait alors un rebond des importations de viande. Les exportations de broutards continueraient de baisser significativement.



FRANCE 2024

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2020	2021	2022	2023 e	2024p	2023e/22	2024p/23e
Abattages	1435	1425	1361	1298	1282	-4,7%	-1,2%
Dont :							
Femelles	827	822	794	747	734	-5,9%	-1,8%
Taurillons et taureaux	377	372	354	355	361	+0,2%	+1,8%
Bœufs	58	58	52	46	46	-10,7%	-1,2%
Veaux de boucherie	173	173	160	149	141	-7,1%	-5,0%
Imports viande	279	314	378	356	368	-5,7%	+3,4%
Exports viande	226	250	245	215	220	-12,2%	+2,2%
Consommation	1488	1488	1493	1438	1430	-3,7%	-0,5%
Dont : Consommation de viande bovine française	1209	1174	1116	1082	1062	-3,0%	-1,8%
Export broutards	1141	1148	1066	992	942	-7,0%	-5,0%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres
 e : estimations
 p : prévisions

Hausse des importations pour une quasi-stabilité de la consommation

Après 2 années consécutives de baisse de l'ordre de -5%, la production nette de bovins finis reculerait encore en 2024, mais à un rythme plus faible : -1,2% /2023 à 1,282 million de téc. Les tonnages de femelles baisseraient de -13 700 téc, ceux de bœufs de -600 téc et ceux de veaux de boucherie de -7 400 téc. Seule la catégorie des taurillons et taureaux enregistrerait une hausse (+6 500 téc).

La consommation par bilan pourrait rester quasiment stable (-0,5% /2023). En effet, le bœuf reste attractif pour les consommateurs qui ont déjà restreint leur consommation en 2023. Il est par ailleurs toujours bien mis en avant en restauration, ce qui lui

donne à la fois une forte visibilité et l'accès au marché croissant de la RHD. Les Jeux olympiques et paralympiques amèneront sans doute quelques millions de touristes supplémentaires qui participeront à soutenir la consommation pendant l'été. **Toutefois, la consommation de viande française (VBF) se réduirait (-1,8% /2023) compte tenu de la baisse des abattages en France, notamment ceux de femelles.**

Les importations devraient rebondir (+3%) pour compenser le recul des abattages. Dans un contexte où les consommateurs et circuits de distribution resteront attentifs au prix, les origines étrangères tireraient parti de leur compétitivité-prix.

Les exportations de viande réaugmenteraient légèrement, alimentées par une production de jeunes bovins en hausse, d'autant que la demande pour la viande de JB français sur les marchés exports européens pourrait être plus forte qu'en 2023 du fait des baisses de production prévues en Allemagne, en Italie et en Pologne.

FRANCE 2024

Moins de femelles et de bœufs

Les abattages de femelles baisseraient de -1,8% /2023.

Le ralentissement des décapitalisations laitières et allaitantes se poursuivrait, ce qui irait de pair avec une baisse des réformes de vaches. **Les réformes allaitantes** baisseraient de -3,1% en têtes et de -2,8% en téc. **Les réformes laitières reculeraient de -2,5% en têtes comme en téc.**

Les abattages de **génisses** seraient quant à eux stables (= en têtes et +0,2% en téc) compte tenu d'un effectif étoffé dans les fermes françaises d'après la BDNI.

Le recul structurel de la production de **bœufs** devrait se poursuivre, mais à un rythme fortement ralenti (-1% après les -10% enregistrés en 2023). Leur poids moyen continuerait de baisser, en lien avec le rajeunissement des animaux et la moindre proportion de bœufs de race à viande pure au profit des croisés.

Moins de broutards à exporter

Les exportations de broutards baisseraient de -5% du fait de la contraction des disponibilités et de la poursuite de la relocalisation partielle de l'engraissement en France.

La baisse du cheptel allaitant et le dynamisme des vêlages d'automne conduiront à un recul des naissances prononcé sur la principale période de vêlage, de décembre à avril.

Par ailleurs, la demande pour l'engraissement en France restera dynamique, réduisant le disponible exportable en vif. Les exports de broutards pourraient toutefois baisser moins fortement que les deux années précédentes, les engraisseurs italiens étant fortement dépendants des broutards français.

Plus de taurillons

La production française de mâles non castrés augmenterait de près de +2% en 2024.

La réorientation partielle de broutards vers les engraisseurs français au détriment de l'export a conduit à une hausse des effectifs de mâles à sortir en 2024. La production de **jeunes bovins de type viande** devrait donc augmenter.

Le déclin de l'engraissement de **jeunes bovins de type lait** semble ralentir d'après les effectifs de mâles laitiers en BDNI. Les abattages de JB lait (production la plus contractualisée) pourraient même se stabiliser en 2024.

Le poids moyen des carcasses des jeunes bovins progresserait légèrement, du fait d'une plus grande proportion d'animaux de type viande, plus lourds que les laitiers et croisés, mais également de l'amélioration génétique des jeunes bovins de race à viande.

Toujours moins de veaux de boucherie

Après deux années de très fort recul (-7% en 2022 et en 2023), la production de veaux devrait poursuivre sa baisse structurelle (-5%).

Les intégrateurs doseront les mises en place afin de préserver l'équilibre entre l'offre et la demande. La production de veaux sous la mère est par ailleurs en difficulté et poursuivra son repli, d'autant que la réforme de la PAC, appliquée depuis 2023, lui est défavorable.

Comme en 2023, le poids moyen des veaux abattus resterait stable grâce à un marché fluide, d'autant que la production néerlandaise semblerait plutôt ralentir. Les tonnages abattus seraient ainsi en baisse de -5%.

UNION EUROPÉENNE 2024

Production et consommation en baisse selon la Commission européenne

D'après les prévisions de la Commission européenne réalisées à l'automne, la **production** de viande bovine abattue de l'UE-27 baisserait de -1% en 2024, dans le sillage des cheptels.

Les **importations** de viande bovine augmenteraient de +5% après une légère baisse en 2023. Les **exportations** se redresseraient de +2% sans pour autant retrouver leur niveau de 2022. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, celui-ci reste le principal partenaire de l'UE à l'import (32% des volumes importés) comme à l'export (57% des volumes exportés, en grande partie depuis l'Irlande).

La **consommation** se replierait d'un peu moins de -1% après la baisse de près de -3% enregistrée en 2023.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 27

1000 téc	2020	2021	2022	2023e	2024p	2023e/22	2024p/23e
Abattages	6 903	6 883	6 722	6 514	6 449	-3,1%	-1,0%
Imports viande	306	285	353	346	363	-2,0%	+5,0%
Exports viande	593	567	513	487	497	-5,0%	+2,0%
Consommation	6 617	6 600	6 562	6 372	6 315	-2,9%	-0,9%
nb habitants (M ²)	446	447	447	446	446	-0,1%	-0,1%
conso/hab. (kgéc)	14,8	14,8	14,7	14,3	14,2	-3,0%	-0,8%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne (DG Agriculture and Rural Development - Short-term Outlook)

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2023
Perspectives 2024

N° 546 - Janvier 2024

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier Nouvelle-Zélande - Filière laitière.

N° 543 - Octobre 2023

Dossier Espagne viande bovine et porcine.

N° 542 - Septembre 2023

Dossier marché mondial de la viande bovine en 2022.

Perspectives 2023.

N° 541 - Juin 2023

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2022.

Perspectives 2023.

N° 540 - Mai 2023

Dossier annuel Ovins 2022.

Perspectives 2023. N° 539 - Avril 2023

Dossier annuel Caprins 2022.

Perspectives 2022. N° 538 - Mars 2023

Dossier annuel Bovins lait 2022.

Perspectives 2023. N° 537 - Février 2023

Dossier annuel Bovins viande 2022.

Perspectives 2023. N° 536 - Janvier 2023

Dossier Production de viande bovine en France.

N° 535 - Décembre 2022

Dossier Spécial PAC. La PAC dans tous ses ÉTATS -

N° 534 - Novembre 2022



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Joel Martin_CA08 - P5 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P6 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P9 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P13 ©Didier Bastien_Institut de l'Élevage - P20 ©M. Leveque Gaec de la Ferme des Héas - P28 ©Aubrac Sylvie Toillon_INRA - P29 ©Jean Weber_INRA - P31 ©Laurent Davaine_Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P33 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P34 ©Élevage Amélie Azam et Pierre-Alexandre BEC - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-30-39-40.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Setig Abelia - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0024501001

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE